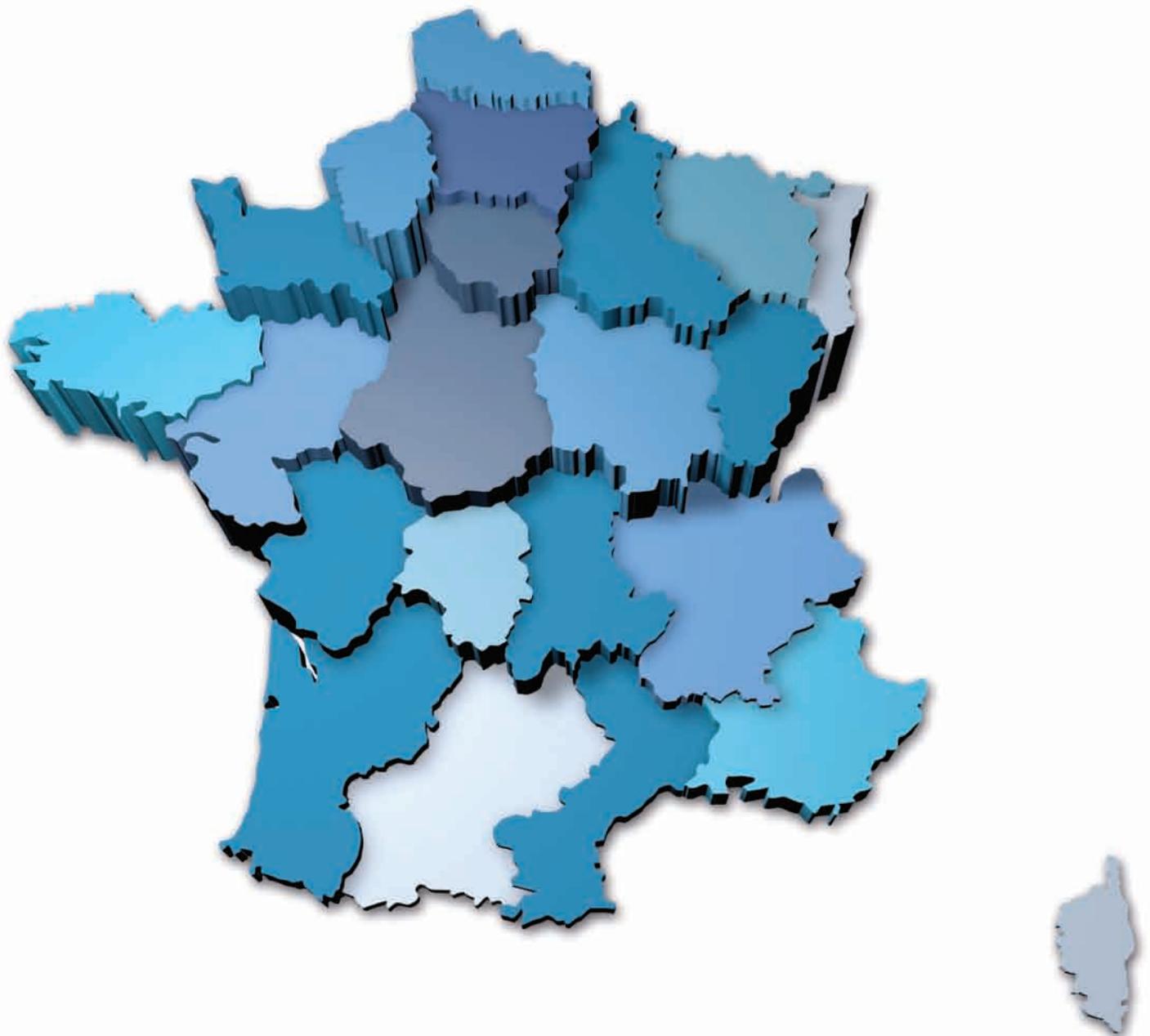


Les entreprises allemandes en France

Situation de l'activité économique,
prévisions et facteurs de réussite
pour la période 2012-2015



Les entreprises allemandes en France – Situation de l'activité économique, prévisions et facteurs de réussite pour la période 2012-2015

Cette enquête a été menée par

la Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie

18 Rue Balard
F-75015 Paris
Tél. : 00-33-(0)1 40 58 35 35
Fax : 00-33-(0)1 45 75 47 39
info@francoallemand.com
www.francoallemand.com

Conseil scientifique : Prof. Dr. Gerald Lang, BEM Bordeaux Management School, Ecole polytechnique PREG-CRG

Analyse des données : Prof. Dr. Gerald Lang, Jörn Bousselmi, Alexandra Seidel-Lauer

Traduction : TICERO

Traitement des données : ODEC

Conception graphique : 28°design

Tous droits réservés.

Paris, octobre 2012

Sommaire

01	Introduction	Page 6
02	Panorama	Page 7
03	Résultats pour l'ensemble des entreprises	Page 9
	Situation actuelle	Page 10
	Prévisions à court et moyen termes	Page 14
	Evaluation générale de l'implantation en France	Page 20
	L'implantation en France du point de vue des entreprises allemandes	Page 21
	Facteurs de réussite sur le marché français	Page 24
04	Résultats par secteur et par branche	Page 25
	Activités industrielles	Page 26
	Activités commerciales	Page 30
	Activités de services	Page 34
05	Attractivité internationale de la France comme lieu d'implantation	Page 37
	Evaluation des mesures visant à accroître l'attractivité du pays auprès des investisseurs étrangers	Page 38
	Comparaison de la France avec d'autres pays	Page 39
	Relations d'affaires avec des pays tiers	Page 40
06	Résultats comparatifs : France – Italie – Portugal – Espagne	Page 42
07	Informations sur le taux de participation et structure	Page 59
08	Prestations de la Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie	Page 60

Introduction

L'enquête 2012 « Les entreprises allemandes en France : situation de l'activité économique, prévisions et facteurs de réussite » est la troisième édition de cette étude réalisée par la Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie. Cette étude dresse un portrait de la France en tant que pays d'implantation du point de vue des entreprises allemandes qui opèrent sur le marché français. Ces entreprises allemandes représentent, dans leur ensemble, l'un des principaux investisseurs étrangers en France et créent chaque année plusieurs milliers d'emplois dans le pays. Le nombre d'entreprises implantées en France avec une participation majoritairement allemande dans leur capital social est estimé à environ 3 000. Elles jouent un rôle majeur dans l'économie française et apportent une contribution significative au marché du travail en France, avec plus de 300 000 emplois directs.

Cette enquête a pour objet de mettre à la disposition des différentes parties prenantes de l'activité économique, qu'il s'agisse des entreprises, des unions professionnelles, des institutions ou encore des médias, un panorama présentant les critères d'appréciation et les facteurs de localisation déterminant le choix d'implantation. L'enquête se fonde sur le vécu et les prévisions des entreprises allemandes en France. Pour les entreprises allemandes intéressées et celles déjà implantées en France et opérant sur le marché français, elle constitue une source supplémentaire d'informations.

Les responsables de la sphère économique, du monde politique et de l'administration trouveront dans les résultats de cette enquête, d'une part, une présentation des avantages offerts par la France en tant que pays d'implantation, et pourront, d'autre part, en tirer des axes d'amélioration. Par ailleurs, la Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie entend par cette publication contribuer à promouvoir les relations économiques franco-allemandes et représenter activement les intérêts de ses membres.

Cette enquête a été menée simultanément par les Chambres de commerce allemandes en France, en Espagne, en Italie et au Portugal, au cours de l'été 2012, dans chacun des pays concernés. Cette étude permet désormais de disposer d'informations détaillées sur l'ensemble des thématiques abordées au travers des réponses données par plus de 400 entreprises allemandes implantées dans ces pays. Les résultats comparatifs des quatre enquêtes sont également présentés dans cette publication.

Nous tenons à remercier toutes les entreprises qui ont participé à cette enquête.

Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie

Paris, octobre 2012



Panorama

La crise financière et la crise de la dette ont une incidence négative sur la situation et sur les prévisions des entreprises

Les répercussions de la crise financière ainsi que la problématique actuelle liée à la dette, principalement dans la zone euro, ont fait naître des incertitudes quant à l'évolution de l'activité économique. Ces incertitudes ont une incidence majeure sur la situation et sur les prévisions des entreprises allemandes implantées en France. Il y a deux ans, les estimations et les prévisions formulées par ces entreprises étaient encore relativement positives, ce qui laissait à penser que le pessimisme ambiant lié à la crise, qui prévalait après 2008, s'était dissipé.

Aujourd'hui, près des deux tiers des entreprises allemandes implantées en France estiment que la situation économique sur le marché français est mauvaise (57 %), voire très mauvaise (6 %), alors qu'elles sont 36 % à juger la situation satisfaisante. Les entreprises allemandes en France ont toutefois une vision globalement plus positive de leur propre situation, 21 % d'entre elles qualifiant leur situation de bonne, et 57 % de satisfaisante, contre seulement 21 % la qualifiant de mauvaise.

La grande majorité des entreprises estiment que le niveau de leur chiffre d'affaires est satisfaisant, voire bon. En 2011, la plupart des entreprises allemandes avaient encore enregistré une hausse tant de leurs bénéfices que de leurs investissements et de leurs exportations.

73 % des entreprises allemandes présentes en France se déclarent toujours satisfaites de leur implantation sur le territoire français, contre 25 % qui expriment leur insatisfaction. Dans un contexte économique difficile en France, les entreprises allemandes jugent donc de manière relativement positive leur propre situation.

Prévisions prudentes à court et moyen termes

Les prévisions d'évolution pour les années à venir sont extrêmement prudentes.

42 % des entreprises tablent pour 2013 sur une détérioration de la situation économique en France. Une majorité des entreprises ne prévoient d'amélioration de la situation économique en France que pour la période 2014-2015.

Pour la période 2013-2015, seul un tiers des entreprises estiment que leur activité devrait connaître une amélioration. La demande intérieure et les coûts salariaux sont cités parmi les principaux facteurs influant sur cette appréciation de la situation. A ce titre, il est à noter que l'évolution de la demande intérieure est appréciée de manière extrêmement diverse.

Pour 40 % des entreprises, les prévisions en matière de bénéfices restent inchangées. Un tiers des entreprises tablent sur une hausse de leurs bénéfices à moyen terme.

Des prévisions d'investissement en recul, prudence en matière d'emploi

Dans leur majorité, les entreprises allemandes interrogées ne prévoient pas de variation de leurs dépenses d'investissement, et moins de 20 % d'entre elles envisagent une hausse des investissements à moyen terme, soit moitié moins que lors de la précédente étude en 2010.

Les entreprises ont une vision similaire de l'évolution à venir sur le front de l'emploi : la plupart d'entre elles ne prévoient aucun changement dans leurs effectifs, les prévisions positives et négatives pour les années à venir étant relativement équilibrées.

Ces prévisions reflètent les incertitudes actuelles quant à l'évolution à venir de la conjoncture économique et de la situation générale.

Des prévisions à la baisse dans le secteur commercial, un optimisme prudent dans le secteur des services

Dans les secteurs industriel et commercial, comme dans celui des services, les entreprises ont une vision positive de leur propre évolution et de celle du secteur

Panorama

dans lequel elles opèrent, une vision souvent même bien plus positive que leur appréciation de la situation économique générale en France. Cette vision de leur propre évolution atténue le relatif pessimisme ambiant à propos de la situation générale, les entreprises estimant pouvoir faire mieux que la conjoncture économique.

La plupart des entreprises, dans tous les secteurs, estiment que leur chiffre d'affaires, leurs investissements et leur résultat ne devraient connaître qu'une progression modérée dans les années à venir.

Par rapport à l'étude menée en 2010, les prévisions d'évolution dans le secteur industriel restent toujours aussi prudentes. Dans le secteur commercial, les prévisions d'évolution positive ont reculé. Les prévisions dans le secteur des services ont tendance à être plus positives que dans les deux autres secteurs.

Des infrastructures, une qualité de vie et un enseignement supérieur de très bonne qualité, un environnement défavorable sur le marché du travail

Parmi les facteurs d'attractivité de la France figurent en premier lieu ses infrastructures, la qualité de vie et le niveau de son enseignement supérieur, mais aussi la protection de la propriété intellectuelle. En revanche, les entreprises interrogées se montrent très critiques sur la situation du marché de l'emploi en France, qu'il s'agisse de la législation du travail, des salaires et des charges annexes au salaire, des syndicats et de la flexibilité du travail, mais aussi vis-à-vis du poids de la fiscalité (impôts et taxes).

Principaux facteurs de réussite : la qualité, le service aux clients et la structure des prix

Les entreprises allemandes implantées en France citent la qualité des produits et des services, le service aux clients ainsi que la compétitivité dans la structure des prix parmi les principaux facteurs de réussite sur le marché français.

Défis à relever pour améliorer l'attractivité de la France

Les entreprises ayant participé à l'enquête ont mentionné en premier lieu la flexibilisation du marché du travail comme facteur d'amélioration de l'attractivité de la France auprès des investisseurs étrangers. L'amélioration des conditions qui prévalent sur le marché du travail sont de loin les mesures les plus fréquemment citées pour accroître l'attractivité de la France en matière d'investissement.

Comme le nouveau gouvernement français n'a pas laissé entrevoir, à ce jour, la mise en œuvre de changements majeurs dans ces différents domaines, il n'est pas étonnant de constater que les deux tiers des entreprises allemandes jugent de manière réticente les mesures à venir du nouveau gouvernement pour améliorer l'environnement économique général du pays.

Pour un tiers des entreprises allemandes présentes sur le marché français, la France semble avoir perdu de son attractivité comme pays d'implantation. Ces entreprises indiquent en effet dans l'enquête que leur maison mère n'investirait probablement plus en France aujourd'hui.

Parmi les pays d'implantation les plus prisés pour leur attractivité en termes d'investissements figurent en premier lieu l'Allemagne, mais aussi de vastes pays comme la Chine, l'Inde et les Etats-Unis/le Canada.

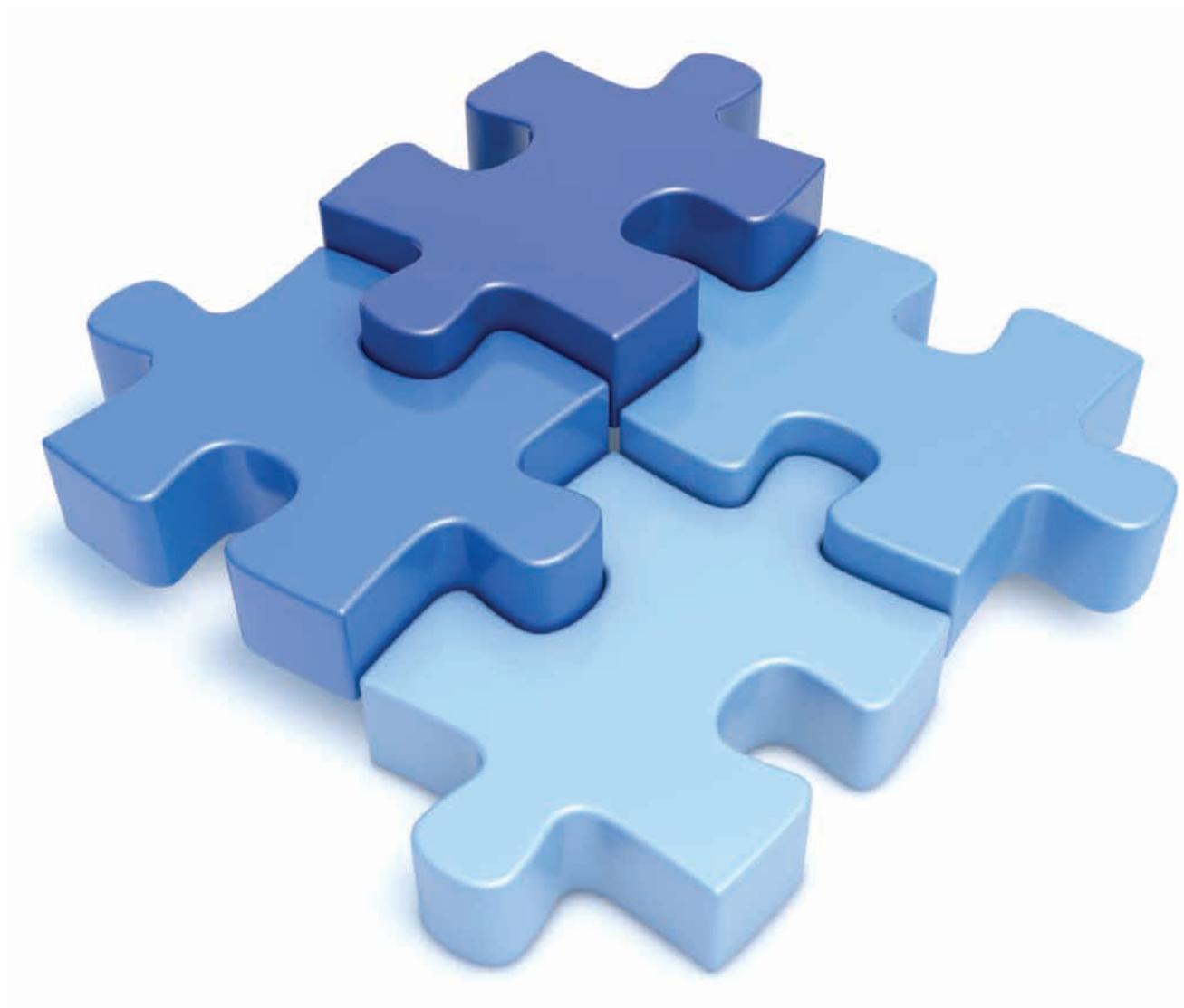
Tendance

Globalement, l'enquête fait ressortir un jugement plutôt négatif de la situation actuelle et ne laisse entrevoir que peu de changements à court et moyen termes. Si les appréciations positives sont en recul par rapport à 2010, les appréciations négatives sont toujours aussi nombreuses. Alors que l'étude menée en 2010 s'était soldée par une meilleure appréciation générale par rapport à 2008, les prévisions formulées dans l'enquête de cette année sont souvent même moins bonnes qu'en 2008.

Tels sont les principaux résultats de l'enquête menée par la Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie au cours de l'été 2012 auprès des entreprises allemandes en France.

Résultats pour l'ensemble des entreprises

Cette section présente dans un premier temps les résultats de l'enquête pour l'ensemble des entreprises participantes quant à leur appréciation de la situation conjoncturelle et des perspectives à venir, ainsi que leur évaluation des facteurs de localisation déterminant le choix d'implantation en France. La section suivante présente ensuite ces résultats par secteur et par branche.



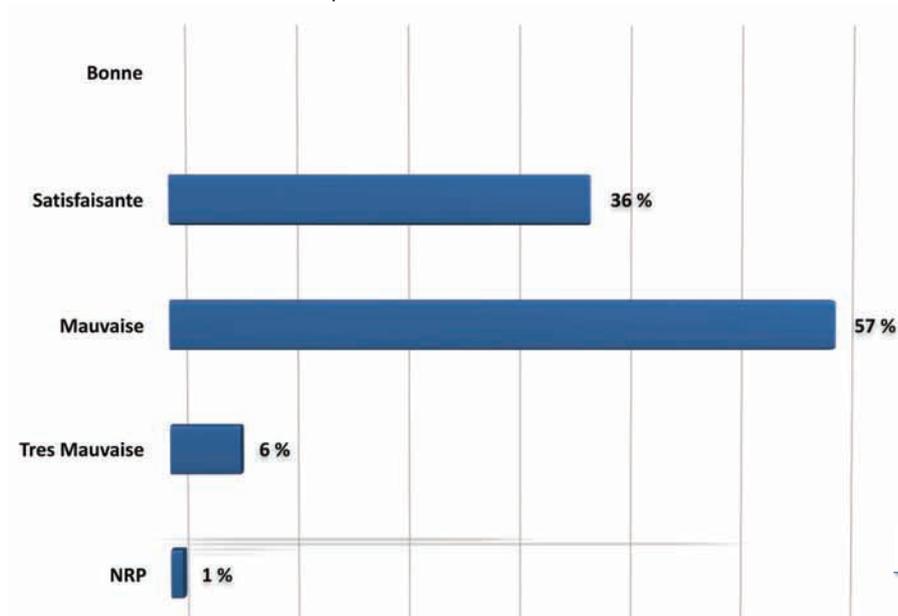
Situation actuelle

Situation économique en France

36 % des entreprises estiment que la situation économique actuelle en France est satisfaisante, tandis que 57 % la jugent mauvaise, voire très mauvaise

pour 6 % des entreprises interrogées. Ce résultat est peu surprenant dans le contexte actuel de crise de la dette dans la zone euro et d'instabilité économique mondiale.

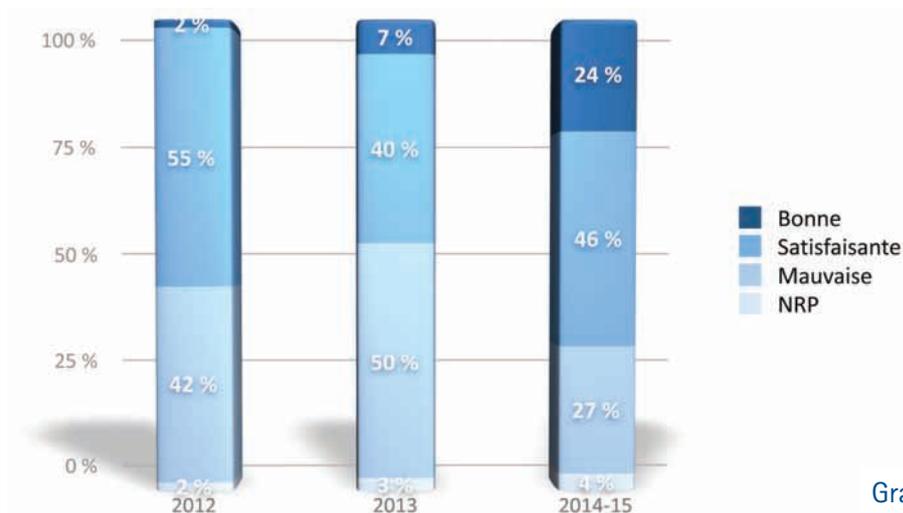
Perspectives d'évolution de la situation économique en France



Graphique 3.1.1

Pour 2012, 55 % des entreprises n'attendent aucun changement, alors que 42 % tablent sur une nouvelle dégradation de la situation économique en France. Pour 2013, 50 % des entreprises tablent sur une nouvelle dégradation, contre seulement 7 % qui prévoient une amélioration.

Ce n'est que pour la période 2014-2015 que 24 % des entreprises interrogées entrevoient une amélioration des perspectives économiques en France, alors que 46 % n'attendent toutefois pas d'évolution, et que 27 % tablent sur une nouvelle dégradation.



Graphique 3.1.2

Situation actuelle

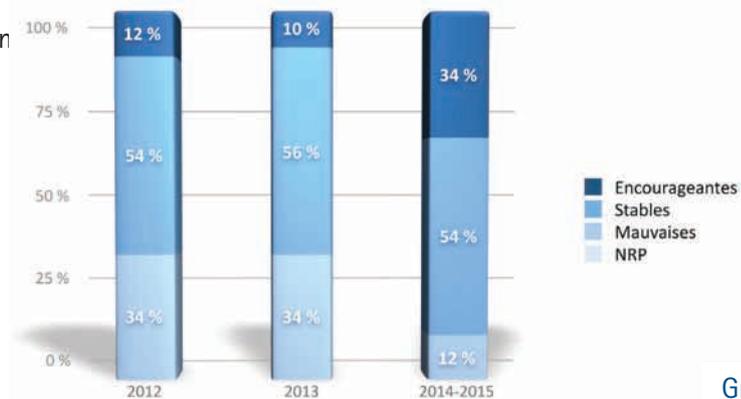
Perspectives d'évolution de la situation par secteur

L'appréciation des perspectives est un peu moins négative lorsqu'il s'agit de l'évolution à moyen terme dans les différentes branches. Entre 50 et 60 % des entreprises s'attendent à une évolution stationnaire au cours des prochaines années. Pour 2012 et 2013, près d'un tiers des entreprises tablent sur une nouvelle dégradation de la situation dans leur secteur,

et pour la période 2014-2015, elles sont encore 19 %. Pour 2012, 14 % des entreprises entendent une amélioration de la situation dans leur secteur, 13 % pour 2013, et 26 % pour 2014-2015. C'est le secteur des services en particulier qui voit son évolution de la manière la plus positive, avec une proportion comparativement plus importante d'entreprises qui table sur une amélioration de la situation dans leur branche.

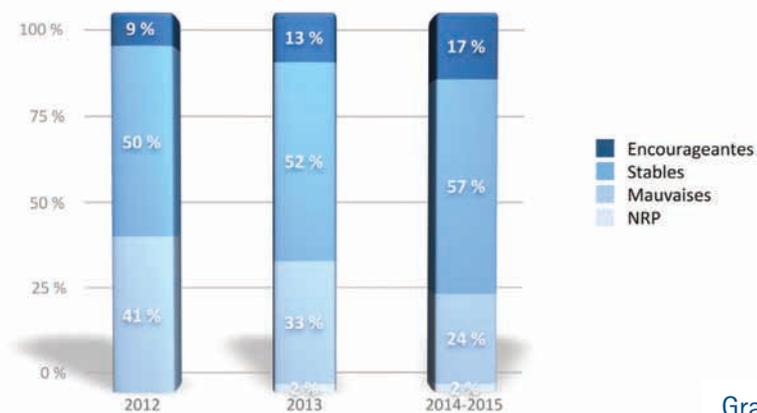
Perspectives d'évolution de la situation par secteur

Activités industrielles



Graphique 3.2

Activités commerciales



Graphique 3.3

Activités de services



Graphique 3.4

Situation actuelle

Situation actuelle de l'activité

57 % des entreprises interrogées jugent la situation actuelle de leur activité comme étant encore satisfaisante, contre 21 % qui la jugent bonne et 21 % qui la jugent mauvaise.

En 2010, 28 % des entreprises allemandes voyaient encore la situation de leur activité comme bonne, 51 % comme satisfaisante, et 20 % comme mauvaise. La part des entreprises jugeant la situation de leur activité comme « mauvaise » reste ainsi pratiquement inchangée, tandis que la part des entreprises qualifiant leur situation de « bonne » s'est réduite au profit de celles qui la qualifient de « satisfaisante ».

Ainsi, dans un contexte actuel marqué par la crise de la dette dans la zone euro et une perception défavorable de la situation économique en France, près d'un cinquième des entreprises ont encore une vision positive de leur propre situation. Dans l'ensemble, les entreprises ayant pris part à l'enquête ont néanmoins une vision moins positive de la situation de leur activité qu'il y a deux ans.

Les effectifs de l'entreprise et le niveau de son chiffre d'affaires n'ont que peu d'influence sur ces appréciations. Les entreprises présentes depuis 10 ans ou plus en France ont néanmoins une vision un peu plus positive de leur situation que celles présentes depuis moins de 10 ans.

Perception de la situation de l'activité de l'entreprise sur les dernières années



Situation actuelle

Situation du chiffre d'affaires et ventes à l'exportation

Les niveaux de chiffre d'affaires atteints actuellement sont perçus comme satisfaisants par 60 % des entreprises participantes, contre 23 % qui les jugent bons, et seulement 14 % qui les qualifient de mauvais. Les entreprises du secteur industriel et du secteur des services ont une vision plus positive de leur chiffre d'affaires (29 % d'entre elles le jugent comme « bon »), alors que 15 % seulement des entreprises du secteur commercial le qualifient de « bon ». La taille de l'entreprise n'a que peu d'influence sur ces appréciations.

En 2011, les ventes à l'exportation ont progressé pour 22 % des entreprises concernées, elles ont diminué pour 6 % de ces entreprises et sont restées stables pour 24 % d'entre elles. Près de la moitié des entreprises interrogées n'exportent pas.

Dépenses d'investissement en 2011

En 2011, 29 % des entreprises interrogées ont augmenté leurs dépenses d'investissement en glissement annuel, tandis que 18 % les ont réduites. Dans 48 % des entreprises, les dépenses d'investissement n'ont pas évolué.

Résultats en 2011

En 2011, 41 % des entreprises interrogées ont vu leur bénéfice avant impôts progresser en glissement annuel, alors qu'il s'inscrivait à la baisse pour 29 % d'entre elles. Ce bénéfice est resté inchangé dans 22 % des entreprises interrogées. Si l'on compare secteur par secteur, les entreprises de services sont les plus nombreuses (48 %) à enregistrer une progression de leur bénéfice, tandis que les entreprises du secteur commercial étaient 44 % à afficher une augmentation de leur bénéfice, et 41 % à accuser une baisse sur la même période. Dans le secteur industriel, 37 % des entreprises ont enregistré une hausse de leur bénéfice, tandis que 27 % affichaient un bénéfice stable, et 27 % une baisse.



Prévisions à court et moyen termes

Evolution à venir de l'activité économique

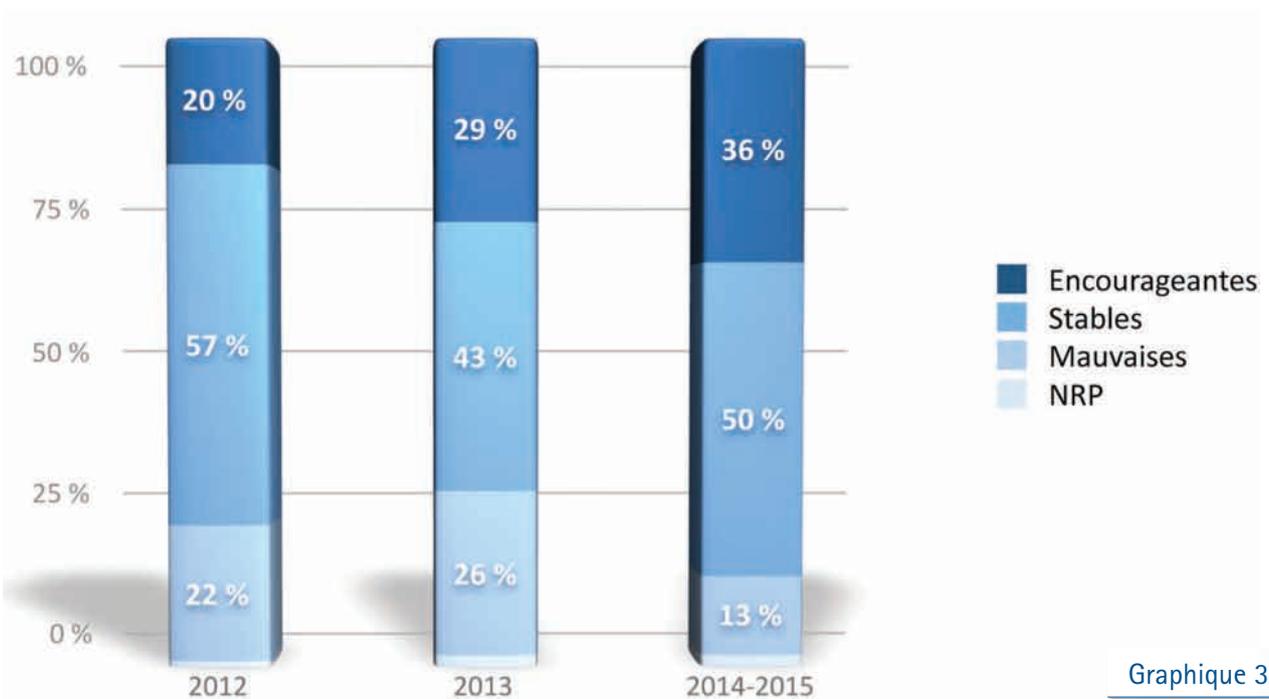
Pour les années à venir, la plupart des entreprises ne tablent pas sur une évolution positive de la situation de leur activité. Pour l'année en cours, 57 % des entreprises ne prévoient aucun changement. Pour 2013, elles sont 43 % à n'entrevoir aucun changement, et pour la période 2014-2015, elles sont 50 %. 22 % des entreprises interrogées prévoient une dégradation pour l'année en cours. Pour 2013, elles sont 26 % à anticiper une détérioration et elles ne sont plus que 13 % pour la période 2014-2015.

La part des entreprises qui tablent sur une amélioration de la situation de leur activité passe toutefois de 20 % à 36 % pour les années à venir.

Par rapport à l'enquête précédente de 2010, la part des entreprises qui anticipent à court et moyen termes une amélioration de la situation de leur activité a diminué de fait de moitié, passant respectivement pour les périodes considérées de 51 % et 69 % à 20 % et 36 %. Si l'on pouvait estimer en 2010 que le creux de la vague de la crise de 2009 avait été passé, l'appréciation de la situation qui ressort de cette enquête 2012 se montre à nouveau nettement moins bonne.

Les entreprises qui n'entrevoient pas d'évolution positive de leur activité dans les années à venir fondent leurs prévisions principalement sur la demande intérieure, mais aussi sur les coûts salariaux. Les autres raisons invoquées pour expliquer ces prévisions de stagnation de leur activité sont les impôts et taxes et la concurrence internationale.

Perspectives d'évolution de l'activité de l'entreprise



Graphique 3.6

Prévisions à court et moyen termes

Quant aux entreprises qui tablent sur une amélioration de leur activité sur les années à venir, elles font valoir en premier lieu l'évolution de la demande intérieure : 50 % des entreprises qui anticipent une amélioration de leur activité pour 2012 citent la demande intérieure comme facteur déterminant. Pour 2013, elles sont 44 % à tabler sur une amélioration de la situation, et pour la période 2014-2015, elles sont même 51 %. Parmi les autres facteurs cités, il y a d'une part la concurrence nationale – ce que l'on peut interpréter comme un affaiblissement des concurrents français – et d'autre part les exportations de leurs propres clients. A ce titre, il est à noter que ces clients sont souvent les maisons mères allemandes.

Il est intéressant de noter que les entreprises qui tablent sur une détérioration de leur activité sur les années à venir citent également la demande intérieure pour motiver leurs prévisions. Certaines entreprises ont donc une vision pratiquement totalement opposée de l'évolution de la demande intérieure en France. Autre facteur de première importance pour expliquer les prévisions de détérioration de l'activité : les coûts salariaux. Viennent ensuite des facteurs comme le poids de la fiscalité, ainsi que, à court terme, la situation concurrentielle internationale.



Prévisions à court et moyen termes

Evolution du chiffre d'affaires

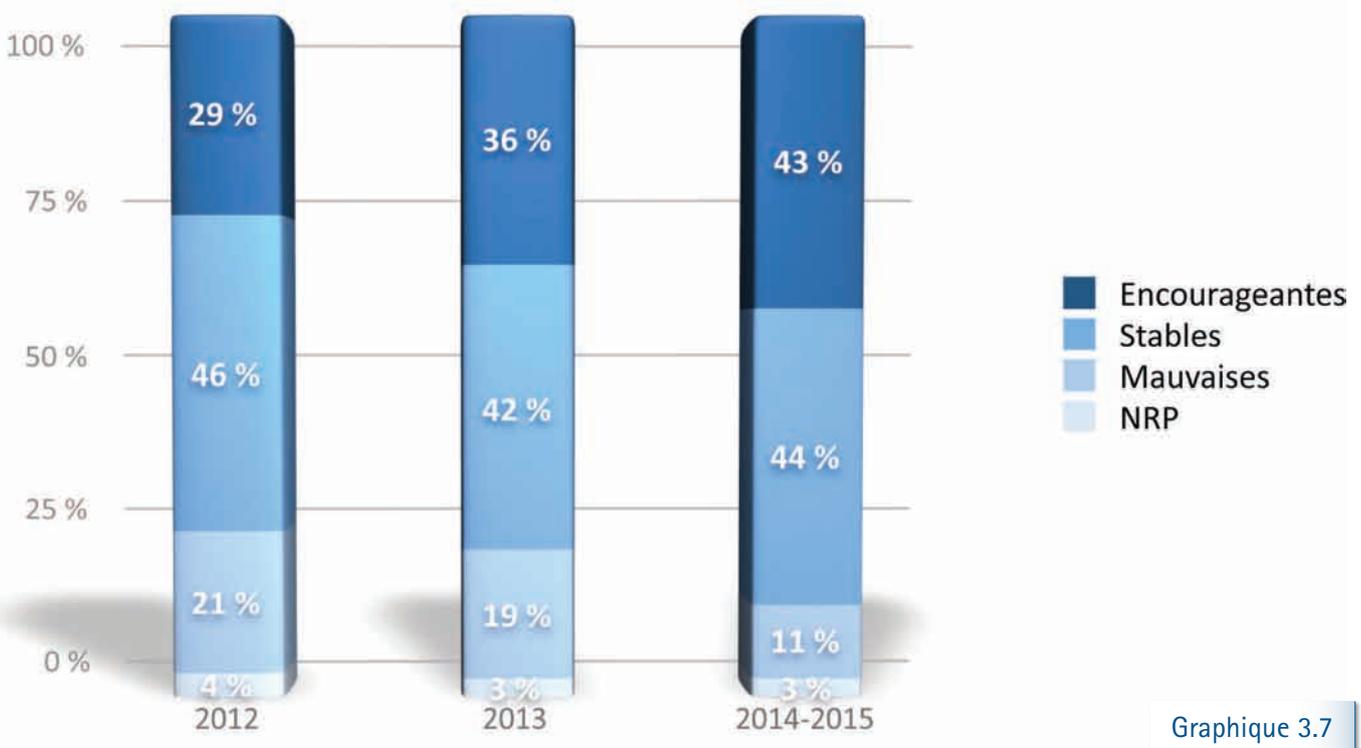
Les entreprises ayant participé à l'enquête formulent des prévisions positives quant à l'évolution à court et moyen termes de leur chiffre d'affaires, avec même une tendance haussière dans les années à venir : pour 2012, 29 % prévoient une hausse de leur chiffre d'affaires, pour 2013, elles sont 36 %, et même 43 % pour la période 2014-2015.

Toutefois, la part des entreprises qui ne prévoient pas d'évolution de leur chiffre d'affaires reste un peu plus importante. Les entreprises qui prévoient un recul de leur chiffre d'affaires ne représentent qu'environ 20 %, cette part diminuant pratiquement de moitié, à seulement 11 %, pour la période 2014-2015.

Prévisions d'évolution des exportations

Un peu plus de la moitié (55 %) des entreprises ayant pris part à l'enquête sont des entreprises exportatrices. La plupart d'entre elles tablent sur la stabilité ou la hausse de leurs exportations dans les années à venir, elles sont une minorité à anticiper un recul de leurs exportations.

Prévisions d'évolution du chiffre d'affaires de l'entreprise



Prévisions à court et moyen termes

Evolution en termes d'emplois

Près de 50 % des entreprises ne prévoient pas d'évolution de leurs effectifs à court et moyen termes. Pour l'année en cours, on compte même 26 % d'entreprises allemandes qui tablent sur une augmentation de leurs effectifs, pour 2013, elles sont 20 %, et pour la période 2014-2015, la tendance s'inscrit à nouveau à la hausse, à 28 %. Elles sont en revanche 22 % à prévoir un recul de leurs effectifs pour 2012, 21 % pour 2013, et 16 % pour la période 2014-2015.

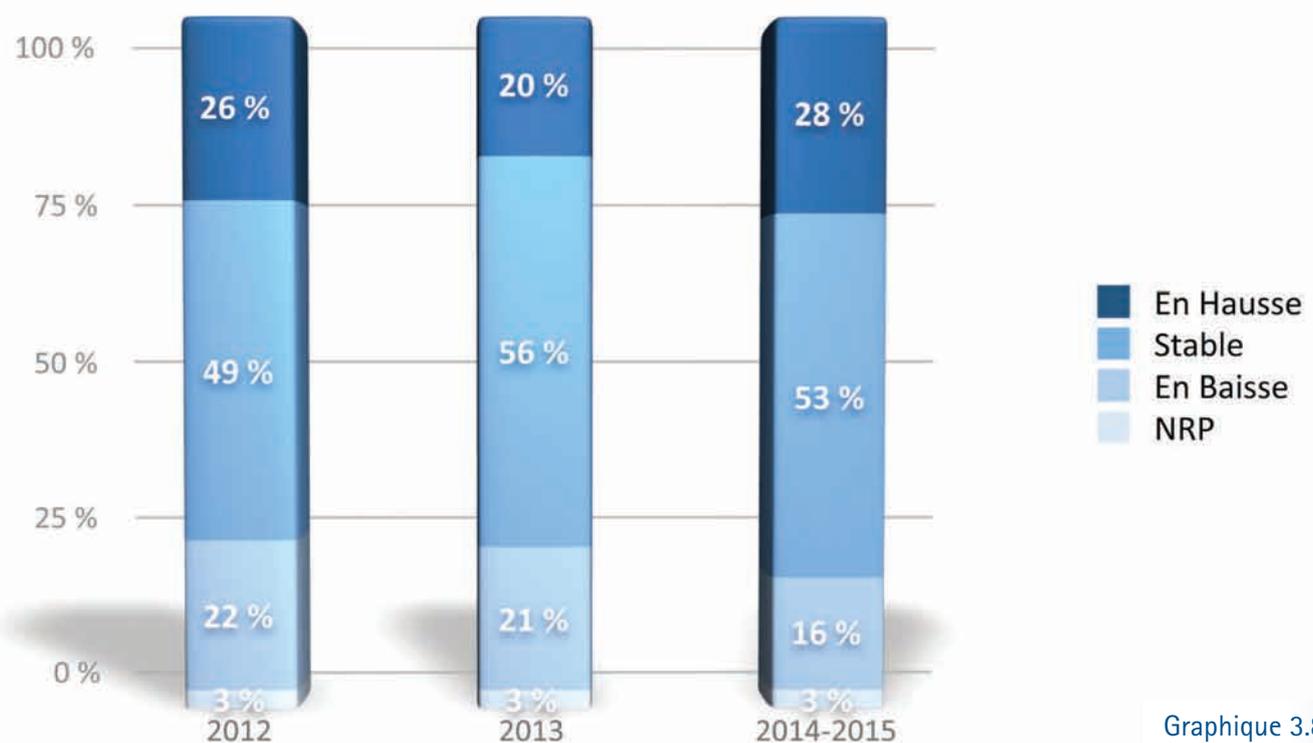
Ces résultats constituent globalement une nette dégradation dans l'appréciation de la situation de l'emploi. Dans la précédente enquête de 2010, 45 % des entreprises prévoyaient encore d'embaucher sur les années 2012-2014, elles n'étaient que 10 % à envisager un recul de leurs effectifs sur la même période.

Il est à noter toutefois que les entreprises allemandes en France sont entre 20 % et 30 % à tabler sur une évolution positive de leurs effectifs dans les années à venir, dans le cadre de la création de nouveaux emplois.

Si l'on se réfère à la taille des entreprises, il est à noter que ce sont avant tout les entreprises relativement petites qui tablent majoritairement sur une augmentation de leurs effectifs au cours des prochaines années. Dans leur grande majorité, les plus grandes entreprises anticipent en revanche plutôt une réduction de leurs effectifs. Cette tendance recoupe les résultats de l'enquête menée en 2010.

A l'instar des prévisions d'évolution en matière d'investissement, les prévisions formulées en matière d'emploi s'inscrivent à la baisse non seulement par rapport à 2010, mais aussi par rapport à 2008.

Prévisions d'évolution des effectifs dans les années à venir



Graphique 3.8

Prévisions à court et moyen termes

Evolution des coûts salariaux

34 % des entreprises qui se sont exprimées sur l'évolution à court et moyen termes des coûts salariaux anticipent une hausse de 2 à 3 % pour l'année en cours. Elles ne sont que 9 % à prévoir une stabilisation, voire une baisse des coûts salariaux, tandis que 20 % tablent sur une hausse supérieure à 5 %.

Pour 2013 et la période 2014-2015, les prévisions sont de même nature, avec plus de 30 % des entreprises qui tablent sur une hausse de 2 à 3 %. Par ailleurs, sur cette même période à moyen terme, elles sont respectivement 18 % et 19 % à estimer que les coûts salariaux augmenteront de plus de 5 %. Ces taux élevés supérieurs à 5 % d'augmentation des coûts salariaux sur l'ensemble de la période considérée ne sont avancés que par les PME. Si ces entreprises anticipent une hausse de leurs coûts salariaux, c'est notamment parce qu'elles prévoient également une évolution positive de leurs effectifs sur la période considérée.

Projets d'investissement

52 % des entreprises interrogées ne prévoient pas à court terme de variation de leurs dépenses d'investissement. Ce chiffre atteint même 60 % à moyen terme. Elles ne sont que moins de 20 % à prévoir une hausse de leurs dépenses d'investissement à moyen terme. Ce sont avant tout les plus petites entreprises qui tablent sur une augmentation de leurs investissements dans les années à venir. En revanche, les plus grandes entreprises prévoient dans une large mesure un recul de leurs investissements.

Dans l'enquête menée en 2010, on comptait encore 39 % d'entreprises qui prévoyaient d'augmenter leurs dépenses d'investissement sur la période 2012-2014. La part des entreprises prévoyant une hausse de leurs investissements a donc diminué de moitié.

Alors que les entreprises affichaient des programmes d'investissement encore plus généreux en 2010 qu'en 2008, la situation que révèle l'enquête de 2012 montre une plus grande prudence en matière d'investissement par rapport à 2008.

Evolution des dépenses d'investissement



Graphique 3.9

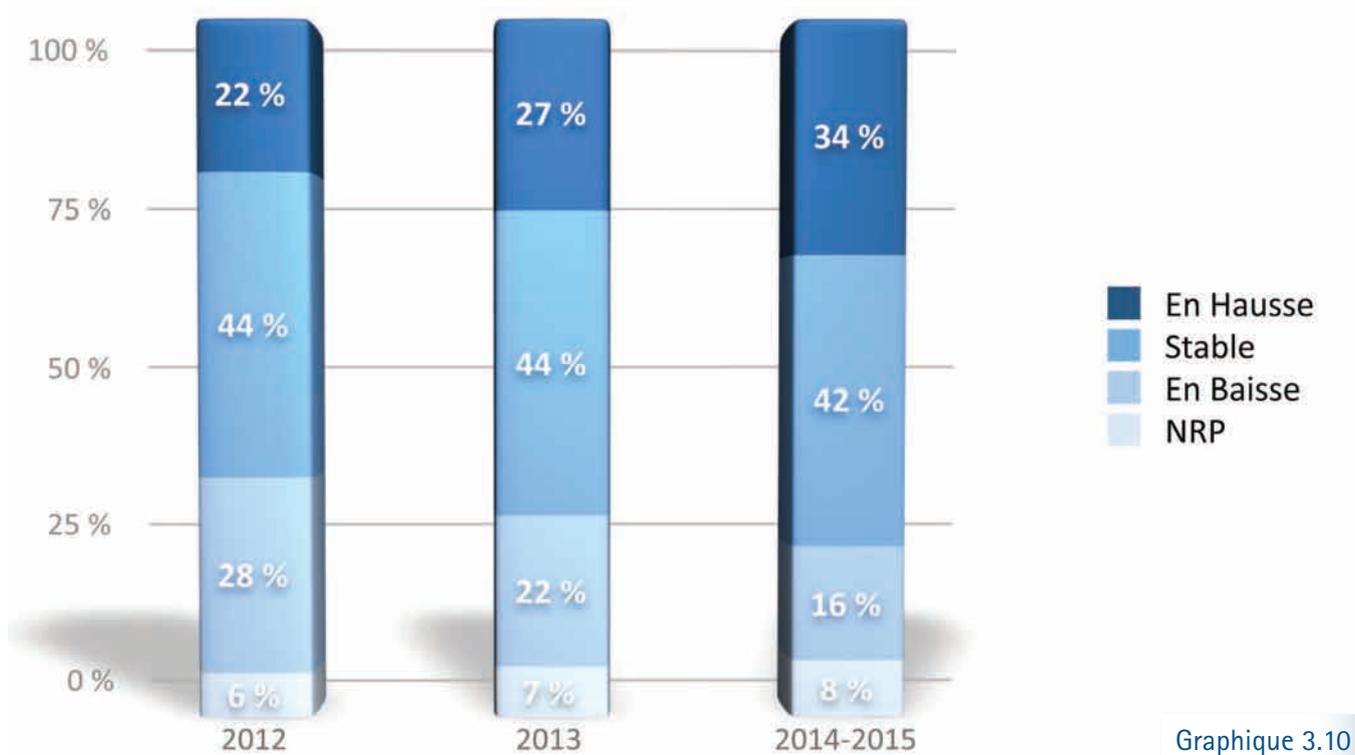
Prévisions à court et moyen termes

Prévisions d'évolution des bénéfices

A court et moyen termes, les entreprises ayant participé à l'enquête sont plus de 40 % à ne pas anticiper d'évolution de leur résultat. L'enquête révèle une progression du nombre d'entreprises qui prévoient une hausse de leur bénéfice avant impôts dans les années à venir : pour 2012, 22 % des entreprises prévoient une hausse de leurs bénéfices. Pour 2013, ce chiffre atteint 27 %, et sur la période 2014-2015, il atteint même 34 %. Tandis que pour l'année en cours, les entreprises qui anticipent un recul de leurs bénéfices sont encore plus nombreuses (28 %) que celles qui prévoient une hausse, pour 2013, elles ne sont plus que 22 %, et seulement 16 % pour la période 2014-2015.

Ce sont notamment les entreprises du secteur des services qui anticipent une hausse de leurs bénéfices. En revanche, les entreprises industrielles prévoient très majoritairement un recul de leurs bénéfices à moyen terme.

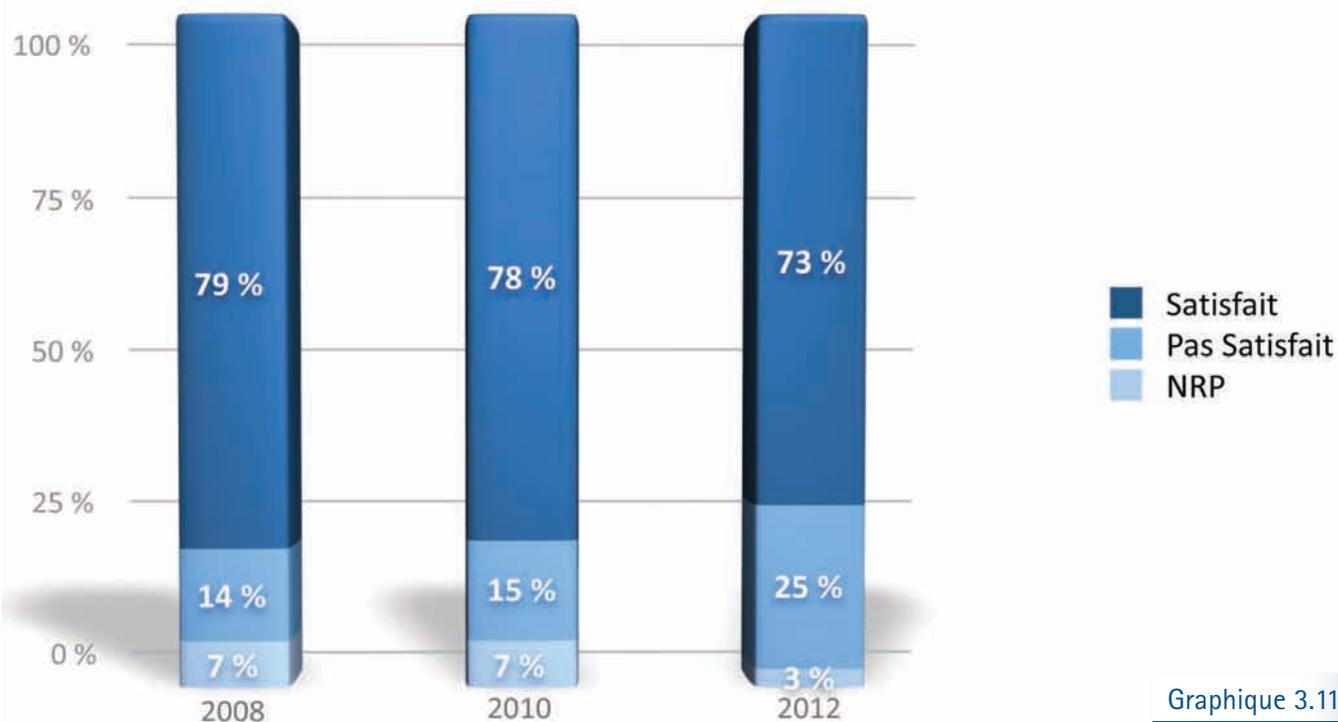
Prévisions d'évolution du bénéfice avant impôts



Evaluation générale de l'implantation en France

A la question de savoir si elles sont globalement satisfaites de leur implantation en France, 73 % des entreprises interrogées ont répondu par l'affirmative. 25 % se montrent insatisfaites et 3 % ne se sont pas prononcées. Avec un taux de satisfaction de 78 % lors de la précédente étude en 2010, cette appréciation générale accuse un léger recul. Le taux d'insatisfaction parmi les entreprises a toutefois nettement augmenté par rapport à 2010.

Satisfaction des entreprises allemandes implantées en France



L'implantation en France du point de vue des entreprises allemandes

Pour apprécier la situation de la France en tant que pays d'implantation, les entreprises allemandes interrogées ont été invitées à évaluer une liste de facteurs d'attractivité selon, d'une part, l'importance de ces facteurs dans leurs activités et, d'autre part, leur degré de satisfaction.

Les entreprises interrogées se déclarent globalement très satisfaites des infrastructures, de la protection de la propriété intellectuelle, des conditions de vie des cadres dirigeants expatriés et de la qualité de l'enseignement supérieur.

Tout en bas de l'échelle de satisfaction continuent de figurer la législation du travail et les syndicats, les salaires et les charges annexes au salaire, les impôts et les taxes ainsi que la flexibilité du travail. L'insatisfaction progresse même légèrement pour certains de ces facteurs. Les sources d'insatisfaction demeurent ainsi pratiquement inchangées par rapport à l'enquête menée en 2010.

Pour expliquer ces appréciations, il convient de rappeler que la France accorde aux salariés des droits étendus en matière de protection sociale. Du fait de l'éclatement des représentations syndicales au sein des entreprises, les syndicats ne sont réellement représentatifs que dans de rares cas. Il n'existe à ce jour aucun partenariat social ni dialogue constructif au sens allemand des termes. Par ailleurs, les grèves sont en France un droit individuel et non exclusivement collectif. Souvent lancées au début des discussions, elles ne sont généralement pas considérées comme une solution de dernier recours en cas d'échec des négociations. Il n'existe enfin aucun équivalent français à la législation allemande sur le chômage partiel (« Kurzarbeit »).

La part patronale des charges sociales représente en moyenne près de 43 % du salaire brut. Le salaire minimum légal en France (SMIC), actuellement fixé à 1425,67 € brut par mois (valeur juillet 2012), conduit en outre à une rémunération comparativement plus élevée des emplois peu qualifiés.

Il ressort également de l'enquête que les conditions de recherche et de développement sont considérées comme des facteurs moins importants par 42 % des entreprises. La législation française, très généreuse en matière de déductibilité fiscale des dépenses de R&D (crédit d'impôt recherche, par exemple), crée pourtant un environnement très favorable dans ce domaine. Les entreprises allemandes, qui sont implantées en France en tant que filiales, sont toutefois moins concernées par les activités de recherche et développement.

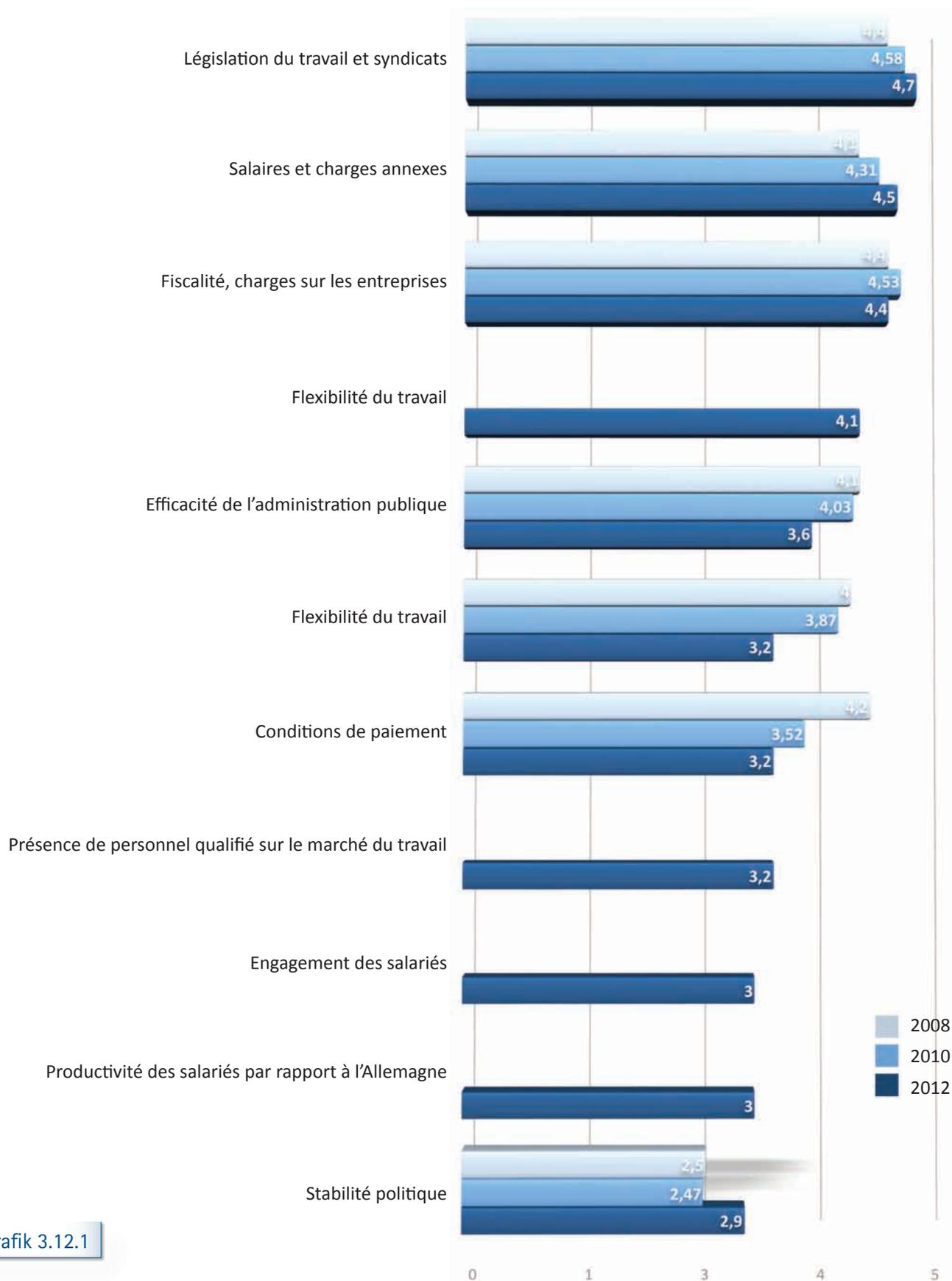
Les subventions et les aides sont jugées comme des facteurs secondaires par 44 % des entreprises interrogées. Ce résultat mérite d'être souligné car ces moyens, accordés sous forme d'aides directes et indirectes ainsi que d'allègements fiscaux, sont des outils de la politique industrielle française pour soutenir l'activité économique et sont généralement plébiscités par les entreprises françaises.

Le diagramme ci-dessous présente l'évaluation détaillée des différents critères d'implantation :

Evaluation des critères d'implantation et évolution depuis 2008. Les critères sans années de comparaison ont été introduits pour la première fois dans l'enquête de 2012.

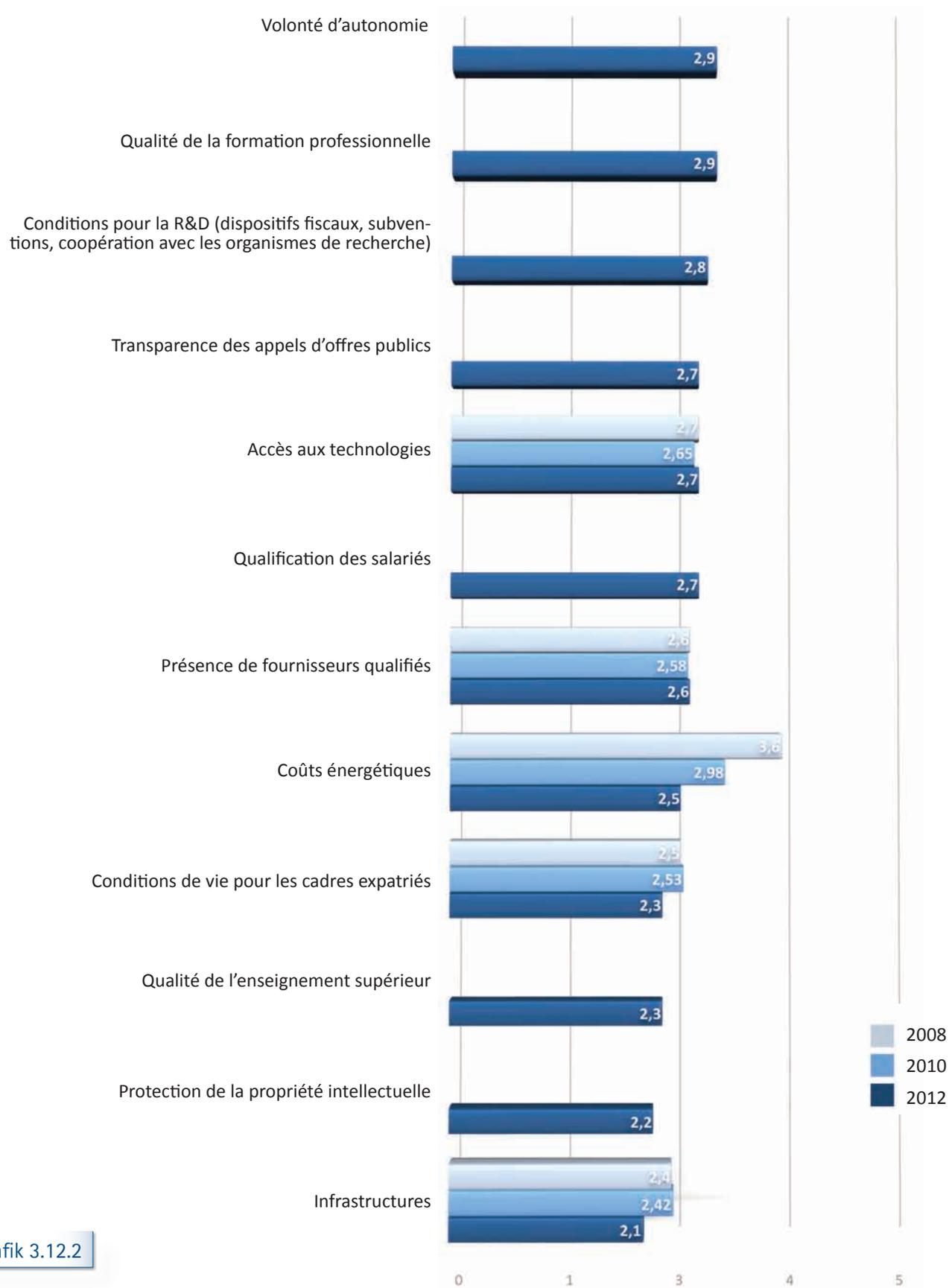
(1 = très satisfaisant, 6 = très insatisfaisant)

L'implantation en France du point de vue des entreprises allemandes



Grafik 3.12.1

L'implantation en France du point de vue des entreprises allemandes



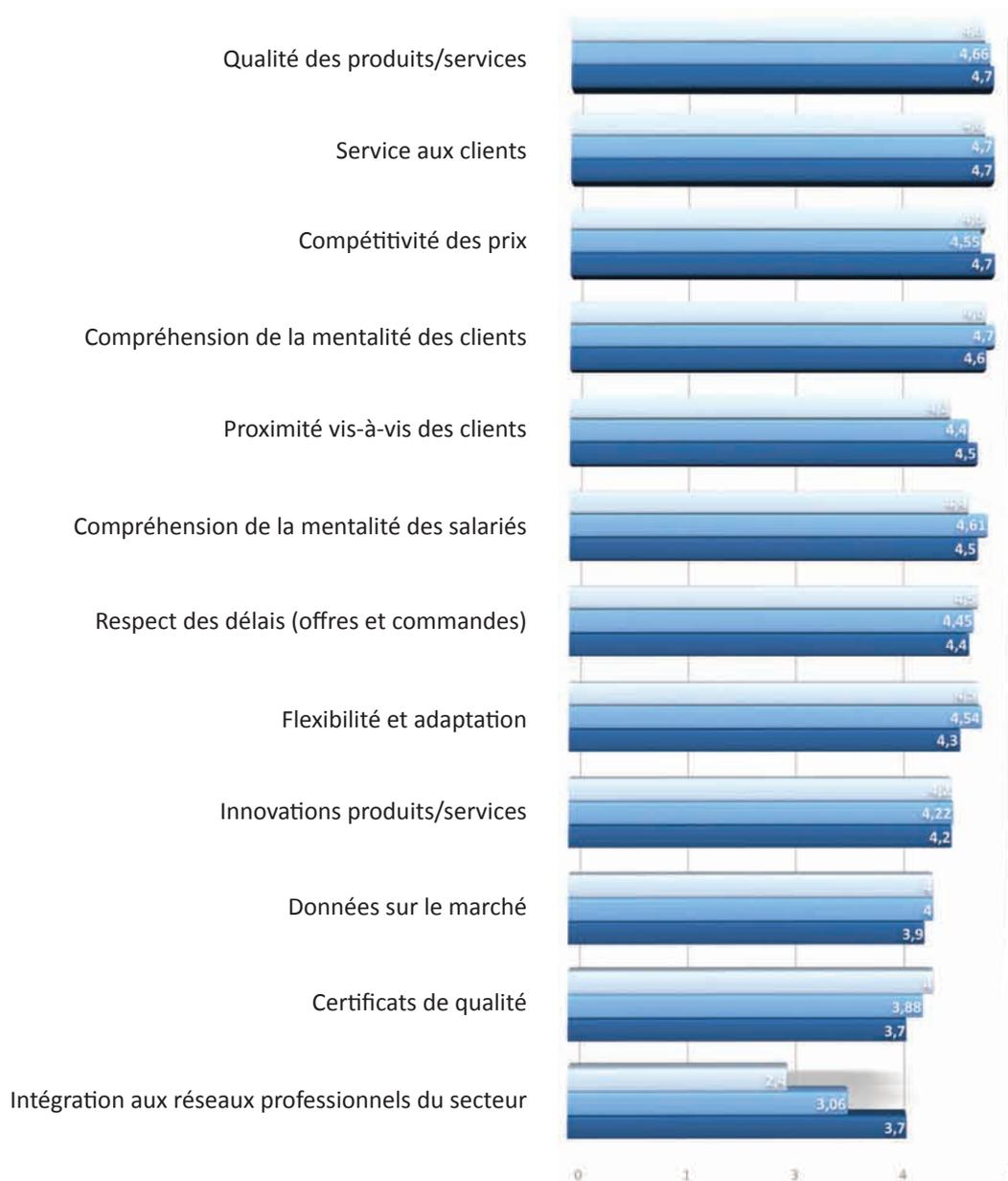
Grafik 3.12.2

Facteurs de réussite sur le marché français

Le diagramme suivant montre l'évaluation des 12 facteurs potentiels de réussite sur le marché français : Les principaux facteurs de réussite cités par les entreprises sont la qualité des produits et services, le service aux clients et la compétitivité des prix, suivis de près par la compréhension de la mentalité des clients et la proximité vis-à-vis des clients.

Ces réponses confirment les résultats de la précédente enquête menée en 2010. Une importance croissante est accordée à la qualité des produits et services.

Le diagramme ci-dessous présente l'évaluation détaillée des facteurs de réussite sur le marché français : Evaluation des facteurs de réussite sur le marché français et évolution depuis 2008 (1 = moins important, 6 = très important)



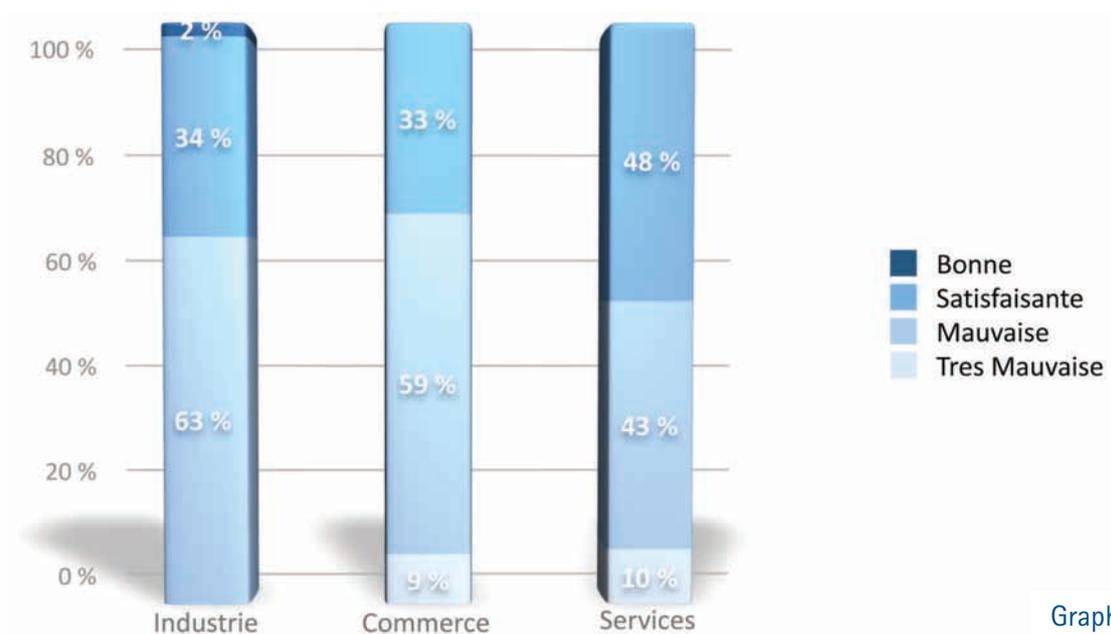
Graphique 3.13

Résultats par secteur et par branche

L'évaluation de la situation économique générale en France par les entreprises comme l'appréciation de

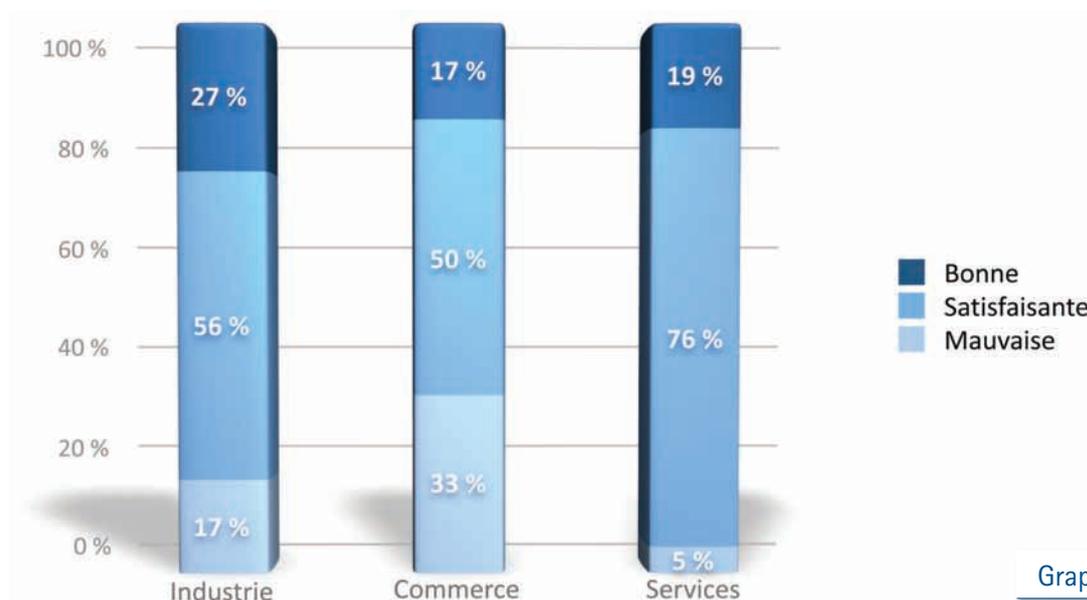
leur propre activité diffèrent selon les secteurs. Les graphiques suivants illustrent ces disparités :

Situation économique générale en France



Graphique 4.1

Situation de l'activité de l'entreprise

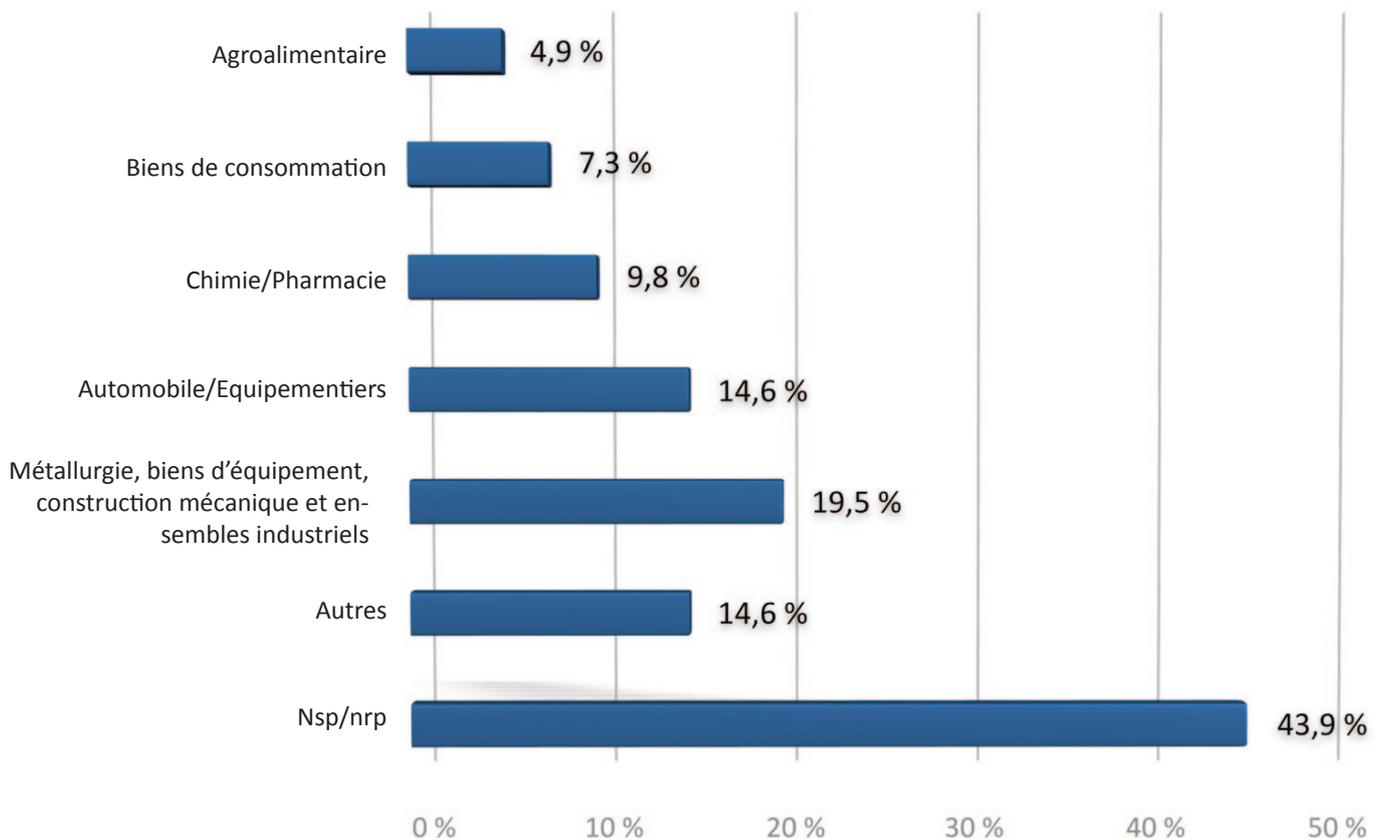


Graphique 4.2

Activités industrielles

Sur l'ensemble des entreprises industrielles ayant pris part à l'enquête, les entreprises opérant dans la branche de la métallurgie, des biens d'équipement, de la construction mécanique et des ensembles industriels sont les plus représentées avec 20 %. Elles sont suivies par les constructeurs automobiles et leurs équipementiers, qui totalisent 15 %. Toutefois, une grande partie des entreprises n'a fourni aucune indication concrète sur leur branche d'activité.

27 % des entreprises industrielles jugent que la situation de leur activité est bonne, alors qu'elles sont globalement à peine 2 % à qualifier la situation économique générale en France de bonne. 56 % des entreprises industrielles estiment que leur situation économique est satisfaisante, mais elles ne sont que 34 % à juger la situation économique générale satisfaisante. Seules 17 % des entreprises industrielles qualifient la situation de leur activité de mauvaise, alors que près des deux tiers (63 %) jugent la situation économique générale en France mauvaise.



Graphique 4.3

Activités industrielles

Globalement, on peut en conclure que les entreprises industrielles ont une vision plus positive de leur propre situation économique que celle de la situation économique générale en France. Leur appréciation de la situation de leur propre activité économique est toutefois légèrement plus négative qu'en 2010 (2010 : bonne 26 %, satisfaisante 60 % et mauvaise 12 %).

Interrogées sur leur chiffre d'affaire actuel, 29 % des entreprises industrielles qualifient celui-ci de bon, tandis que 54 % l'estiment satisfaisant et 17 % le jugent mauvais.

Quant aux perspectives d'évolution de l'activité économique dans le secteur industriel, plus de la moitié des entreprises ne tablent pas sur une évolution positive dans les années à venir. Un tiers des entreprises anticipent une dégradation. Seules 10 % tablent sur une amélioration au cours des deux prochaines années ; pour la période 2014-2015, les prévisions positives progressent nettement, à 34 %.

Pour l'année en cours, 71 % des entreprises restent prudentes quant aux perspectives d'évolution de leur activité alors que leurs prévisions pour 2013 sont partagées : un premier tiers des entreprises industrielles tablent sur une amélioration tandis qu'un deuxième tiers prévoit une stabilisation, et un troisième tiers une dégradation. Les estimations sont en revanche plus optimistes pour 2014-2015 : 46 % des entreprises prévoient ainsi une amélioration de leur activité, et seulement 20 % une dégradation.

En ce qui concerne les perspectives d'évolution de l'emploi à court et moyen termes dans le secteur industriel, plus de 60 % des entreprises du secteur anticipent une stabilité des effectifs pour les années 2013-2015. Pour l'année en cours, les prévisions sont relativement équilibrées entre hausse et baisse, avec respectivement 27 % et 24 %. Une baisse des effectifs pour 2013 est également envisagée par 24 % des entreprises, et par 20 % d'entre elles pour la période 2014-2015. Seules 12 % (2013) et 17 % (2014-2015) des entreprises industrielles prévoient une augmentation de leurs effectifs à moyen terme et donc de créer des emplois.

En matière d'emploi industriel, et donc d'effectifs dans les entreprises du secteur, les prévisions pour les prochaines années sont relativement plus pessimistes que celles recueillies lors de l'enquête menée en 2010. 37 % des entreprises industrielles prévoyaient alors une augmentation de leurs effectifs pour la période 2012-2014, et seules 16 % une diminution sur la même période.

Quant aux dépenses d'investissement, la plupart des entreprises industrielles ne prévoient pas d'évolution dans les années à venir (2012 : 61 %, 2013 : 51 %, 2014-2015 : 71 %). Comparées aux chiffres de l'enquête 2010, où 37 % des entreprises envisageaient une augmentation de leurs investissements, contre seulement 6 % qui prévoyaient une diminution, sur la période 2012-2014, les prévisions actuelles en matière d'investissement sont beaucoup plus modérées : 24 % (2013) et 12 % (2014-2015) prévoient ainsi une hausse de leurs investissements, contre 22 % (2013) et 12 % (2014-2015) qui prévoient une baisse.

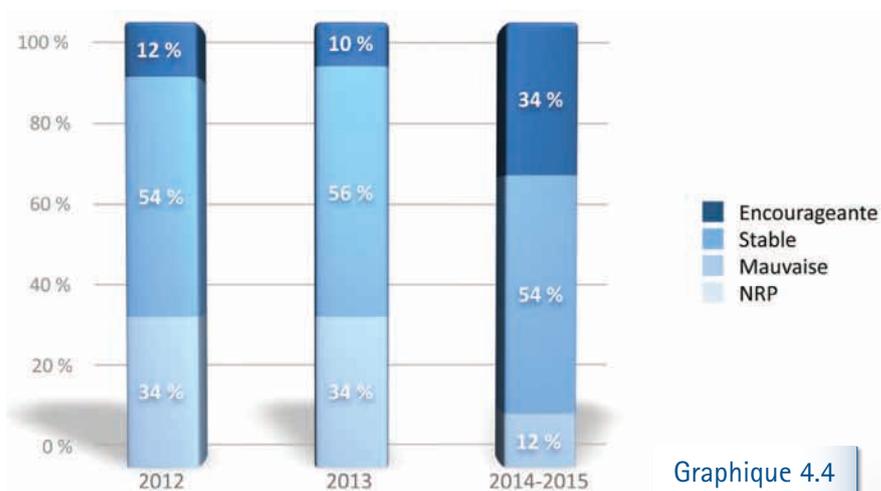
Pour ce qui est des perspectives d'évolution des bénéfices, 34 % des entreprises industrielles prévoient une baisse de leur bénéfice avant impôts d'ici 2013, contre seulement 17 % qui tablent sur une hausse. Les prévisions ne s'équilibrent que pour la période 2014-2015, où 27 % prévoient une hausse des bénéfices et 27 % une baisse. A moyen terme, les prévisions d'évolution des bénéfices sont donc relativement équivoques, 39 % des entreprises tablent sur un niveau de bénéfice inchangé pour la période 2014-2015.

Dans la précédente enquête menée en 2010, 47 % des entreprises industrielles prévoyaient encore une augmentation de leurs résultats pour la période 2012-2014, 38 % tablaient sur un maintien de leurs bénéfices, contre seulement 4 % qui anticipaient un recul.

Dans le secteur industriel, les prévisions d'évolution à moyen terme des bénéfices et du résultat des entreprises se sont donc nettement dégradées entre 2010 et 2012.

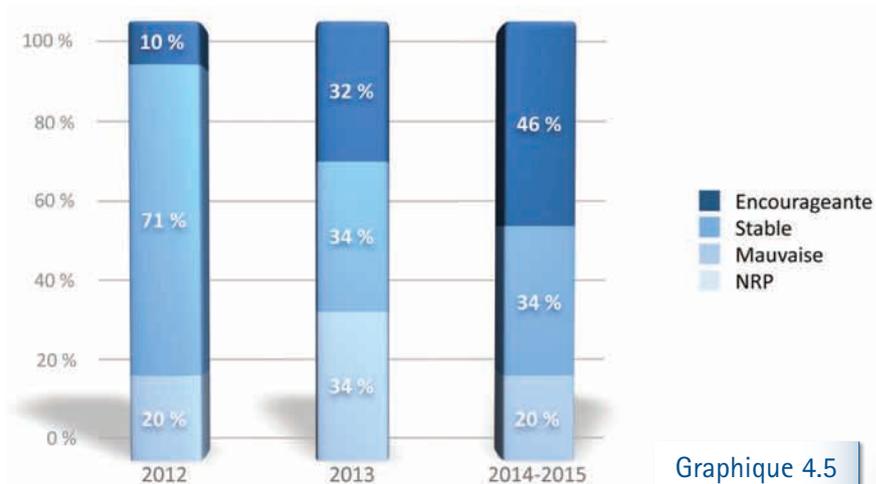
Activités industrielles

Prévisions d'évolution de la situation
dans le secteur industriel en %



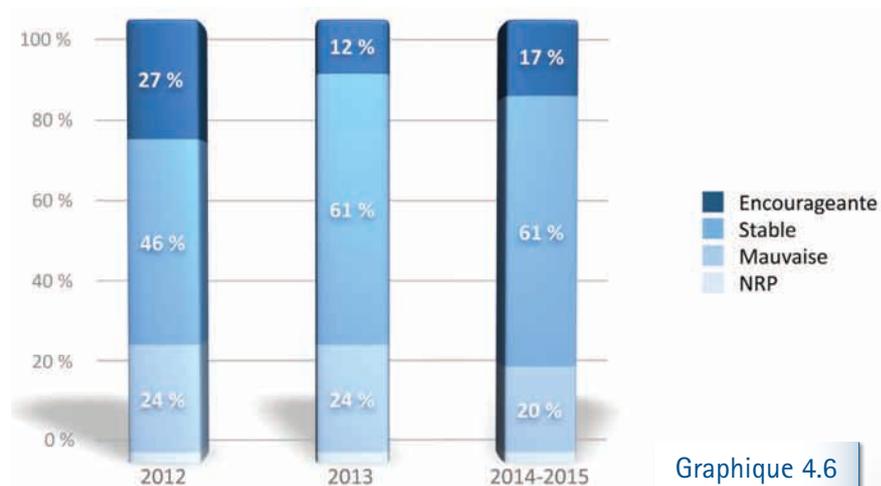
Graphique 4.4

Prévisions d'évolution de l'activité des
entreprises en %



Graphique 4.5

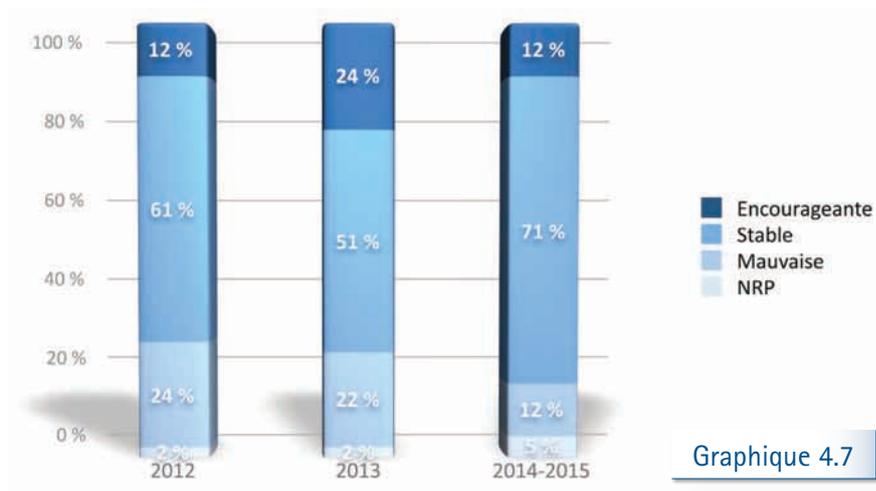
Prévisions d'évolution des effectifs en %



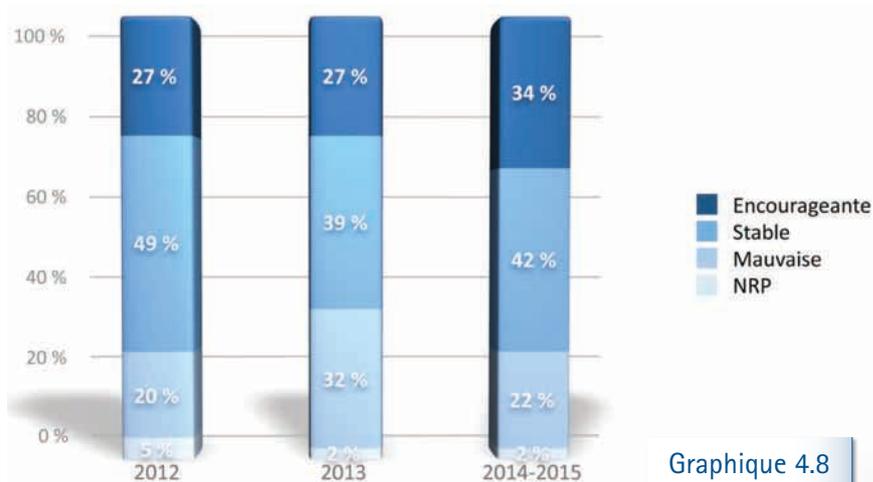
Graphique 4.6

Activités industrielles

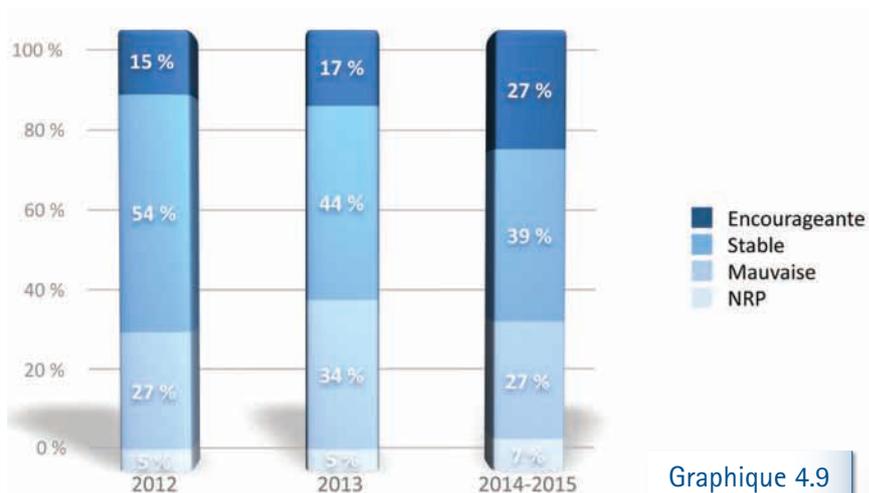
Prévisions d'évolution des investissements en %



Prévisions d'évolution du chiffre d'affaires en %

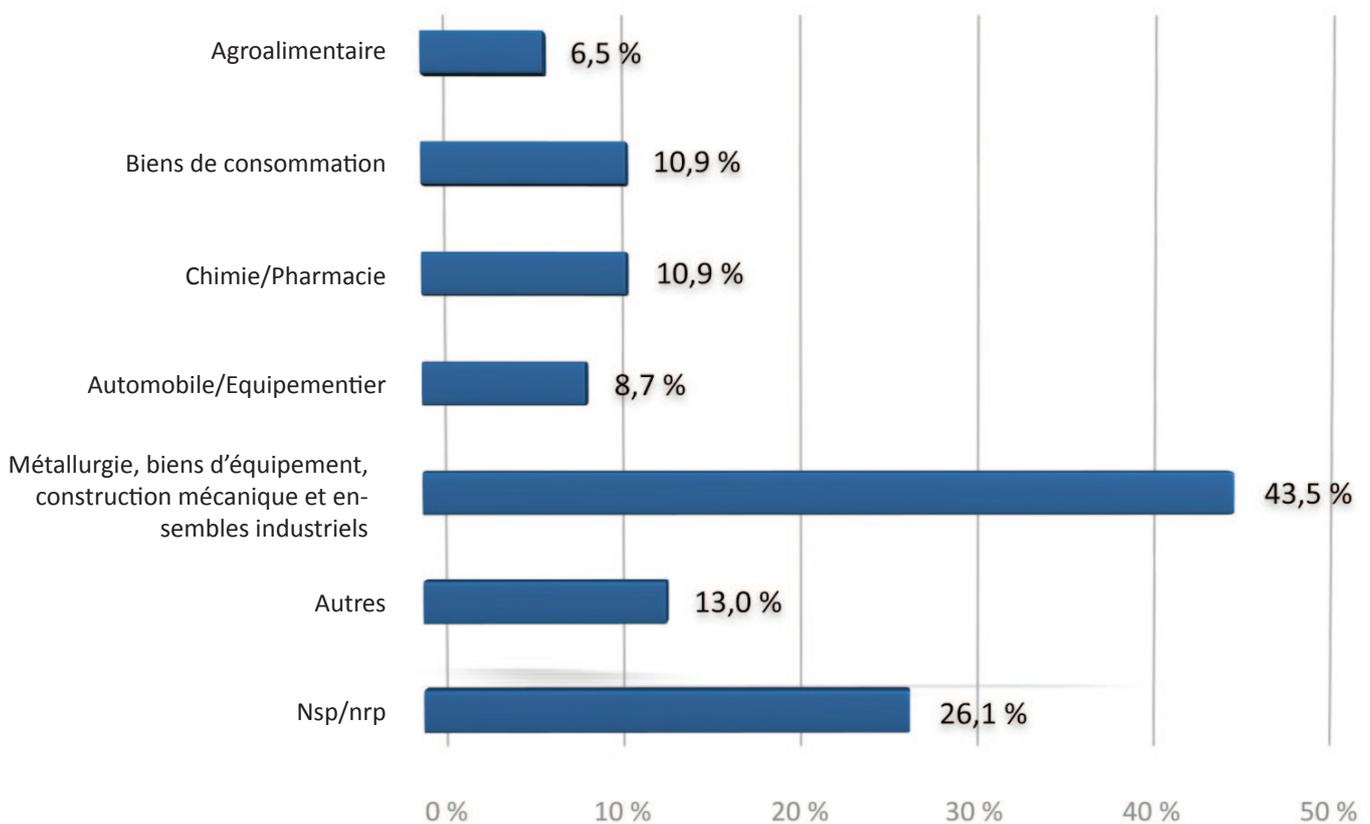


Prévisions d'évolution du bénéfice avant impôts en %



Activités commerciales

Sur l'ensemble des entreprises commerciales ayant pris part à l'enquête, près de 44 % opèrent dans la branche de la métallurgie, des biens d'équipement, de la construction mécanique et des ensembles industriels, loin devant toutes les autres branches.



Graphique 4.10

Les deux tiers des entreprises commerciales interrogées sont des entreprises relativement petites, les trois quarts réalisent un chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions d'euros.

33 % des entreprises commerciales qualifient la situation économique actuelle en France de satisfaisante, 59 % de mauvaise, voire même de très mauvaise pour 9 % d'entre elles. Dans le même temps, 17 % jugent la

situation des activités de leur entreprise bonne, 50 % satisfaisante et 33 % mauvaise. Dans le secteur commercial également, les entreprises ont une vision de la situation de leur activité nettement plus positive que celle de la situation économique générale en France.

Par rapport à la précédente enquête menée en 2010, le jugement des entreprises sur leur propre activité est plus négatif : en 2010, 27 % des entreprises com-

Activités commerciales

commerciales considéraient leur situation comme positive et 51 % comme satisfaisante. En 2008, elles étaient encore 40 % à estimer que leur situation était positive, et 52 % satisfaisante. La situation des entreprises allemandes opérant dans le secteur commercial en France s'est donc nettement dégradée du fait de la crise financière mondiale et de la crise de la dette en Europe.

15 % des entreprises commerciales considèrent leur chiffre d'affaires actuel comme bon, 63 % comme satisfaisant, et 17 % comme mauvais. Le jugement des niveaux de chiffre d'affaires actuels est donc moins négatif que celui porté sur la situation de l'activité de l'entreprise.

Les prévisions à court et moyen termes relatives à la situation du secteur commercial oscillent entre stabilisation et dégradation : 41 % des entreprises s'attendent à une dégradation de la situation de leur branche pour 2012, et 50 % à une stabilisation. Pour la période 2014-2015, 57 % prévoient toujours une stabilisation, et 24 % une dégradation. Seule une minorité d'entreprises du secteur mise sur une amélioration sectorielle (2012 : 9 %, 2013 : 13 % et 2014-2015 : 17 %).

Les prévisions des entreprises relatives à l'évolution de leur propre activité sont dans l'ensemble plus positives. 20 % tablent sur une amélioration en 2012, cette part passant même à 26 % pour les années suivantes jusqu'à 2015. La majorité des entreprises ne prévoient cependant aucun changement dans leur situation (70 % en 2012, 61 % pour 2014-2015). Il s'agit là d'un très net recul par rapport aux prévisions formulées en 2010 par les entreprises pour la période 2012-2014 : il y a deux ans, elles étaient encore 71 % à miser sur une amélioration de leur activité.

La grande majorité des entreprises commerciales ne prévoient aucune évolution de leurs effectifs dans les années à venir (65 % en 2013 et 59 % pour la période 2014-2015). A moyen terme, la part des entreprises qui envisagent de diminuer leurs effectifs (20 %) est pratiquement équivalente à la part de celles qui envisagent de les augmenter (22 %).

On observe là aussi un net recul par rapport aux prévisions formulées il y a deux ans par les entreprises. Dans l'enquête menée en 2010, elles étaient encore 48 % à prévoir une augmentation de leurs effectifs pour la période 2012-2014.

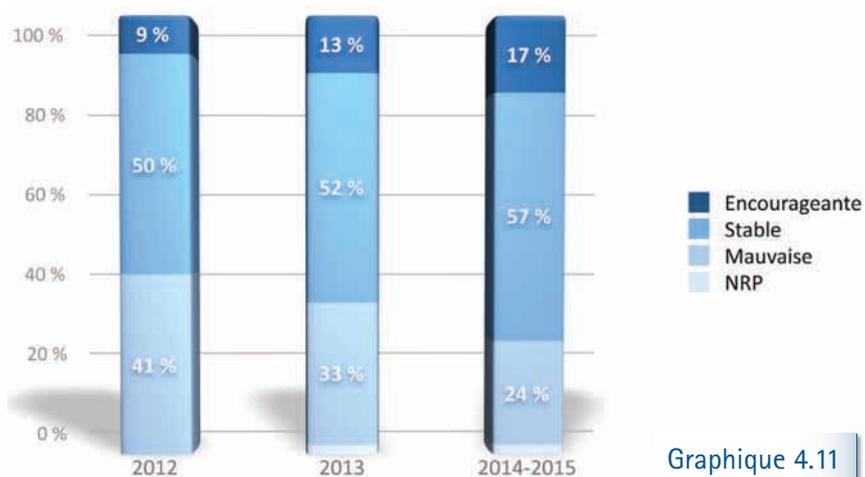
En matière d'investissement dans le secteur commercial, un tableau analogue se dégage de l'enquête. Comparée à 2010, où 41 % des entreprises prévoyaient encore une hausse, la propension à l'investissement s'est là aussi fortement affaiblie. 17 % des entreprises commerciales prévoient une diminution de leurs investissements pour les prochaines années, et un même pourcentage d'entreprises prévoit une augmentation pour 2013-2015. La grande majorité des entreprises du secteur commercial (63 %) tablent toutefois plutôt sur un maintien de leurs investissements au même niveau.

Quant à l'évolution des bénéfices avant impôts dans le secteur commercial, la plupart des entreprises n'envisagent pas non plus d'amélioration pour les prochaines années. 41 % prévoient une baisse des bénéfices pour l'année en cours, ce chiffre tombant toutefois à seulement 15 % et 13 %, respectivement pour 2013 et pour la période 2014-2015. La part des entreprises tablant sur une hausse de leurs bénéfices passe ainsi de 22 % en 2012 à 28 % en 2013, pour grimper à 33 % pour la période 2014-2015.

Lors de la précédente enquête menée en 2010, 44 % des entreprises prévoyaient une amélioration de leurs résultats, et 48 % un maintien au même niveau. Seules 5 % des entreprises envisageaient une dégradation. Les prévisions du secteur commercial en matière de bénéfices et de résultat s'avèrent là aussi nettement plus négatives qu'en 2010.

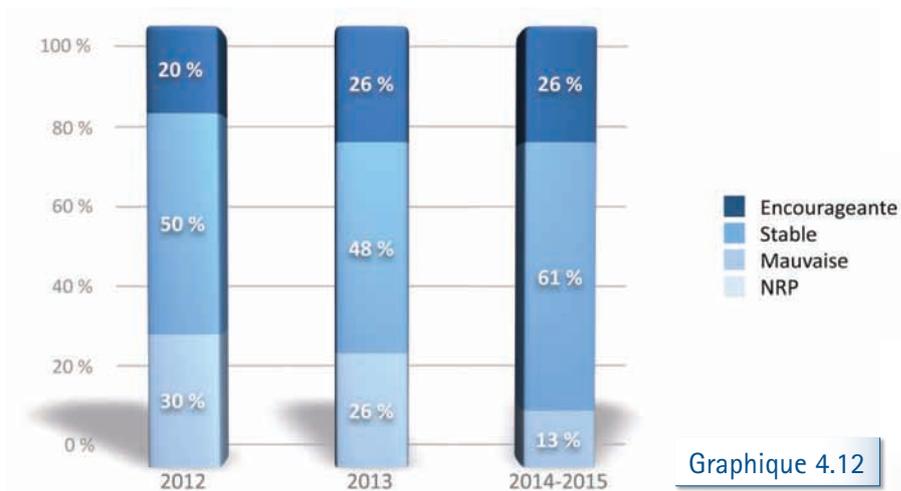
Activités commerciales

Prévisions d'évolution de la situation
dans le secteur commercial en %



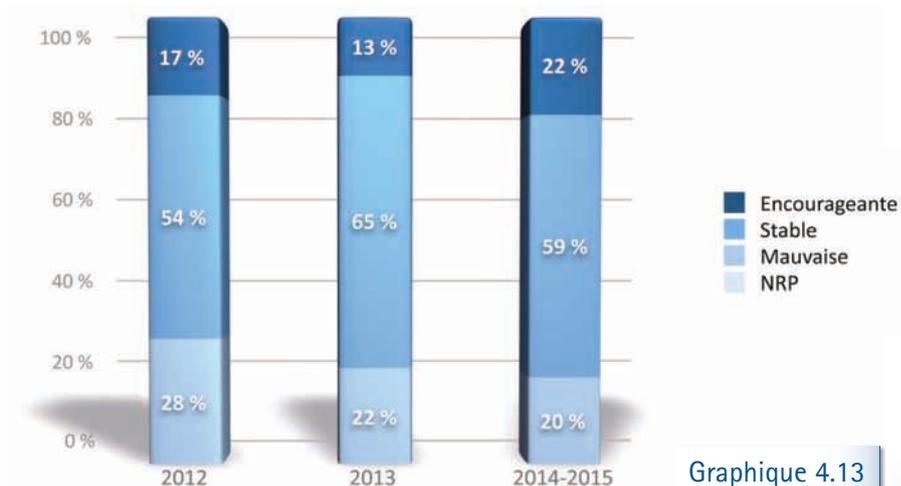
Graphique 4.11

Prévisions d'évolution de l'activité
des entreprises en %



Graphique 4.12

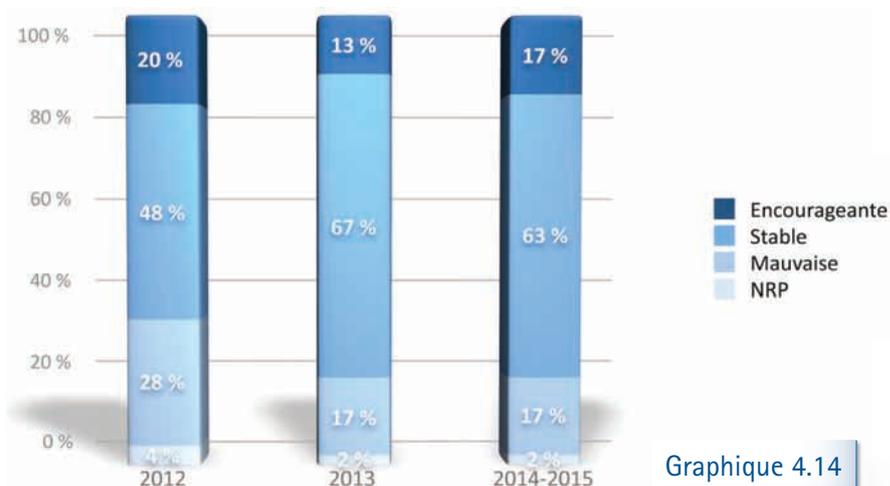
Prévisions d'évolution des effectifs en %



Graphique 4.13

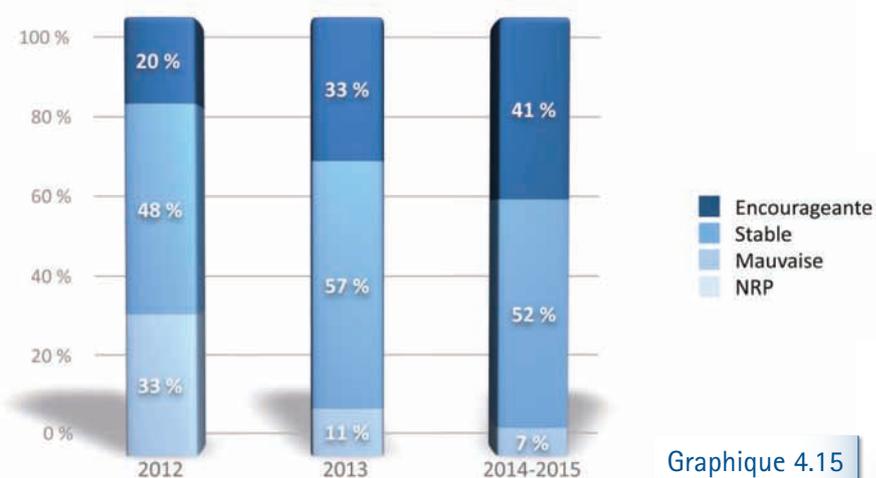
Activités commerciales

Prévisions d'évolution des investissements en %



Graphique 4.14

Prévisions d'évolution du chiffre d'affaires en %



Graphique 4.15

Prévisions d'évolution du bénéfice avant impôts en %



Graphique 4.16

Activités de services

Parmi les entreprises du secteur des services ayant participé à l'enquête, toutes les tailles ainsi que divers types d'activités de services sont représentés. Les réponses obtenues permettent de tirer les conclusions suivantes :

48 % des entreprises de services qualifient la situation économique actuelle en France de satisfaisante, 43 % de mauvaise et 10 % de très mauvaise. Aucune entreprise de services n'estime qu'elle est bonne. Comme dans les autres secteurs, elles ont une vision nettement plus positive de la situation de leur propre entreprise : 19 % qualifient ainsi l'activité de leur entreprise de bonne et 76 % de satisfaisante, contre seulement 5 % qui la qualifient de mauvaise. Les chiffres d'affaires actuels sont également considérés comme positifs : 29 % les qualifient de bons et 71 % de satisfaisants.

Quant à l'évolution générale du secteur des services, la majorité des entreprises ne prévoient pas de changement. 29 % misent néanmoins sur une amélioration pour 2012, et la même proportion sur une amélioration à moyen terme (2014-2015). 24 % s'attendent cependant à une dégradation à moyen terme de la situation du secteur des services.

Les prévisions des entreprises relatives à l'évolution de leur propre activité s'avèrent extrêmement positives : 43 % prévoient une amélioration pour l'année en cours, ce chiffre passant à 33 % pour 2013 et 38 % pour 2014-2015. La majorité des entreprises tablent sur une absence de changement de leur situation, alors qu'elles sont relativement peu nombreuses à anticiper une dégradation (5 % en 2012, 14 % en 2013 et aucune entreprise pour 2014-2015). Cette appréciation positive est toutefois en net recul par rapport aux prévisions formulées en 2010 : il y a deux ans, 73 % des entreprises tablaient encore sur une amélioration de leur activité.

En matière d'emploi, les prévisions dans le secteur des services sont plus positives que dans les autres secteurs : 48 % des entreprises prestataires de services prévoient une augmentation de leurs effectifs pour 2012, 52 % pour 2013 et même 67 % pour

2014-2015. A moyen terme, près d'un tiers des entreprises ne prévoient pas de changement. Seules 14 % prévoient une diminution de leurs effectifs pour 2013, et 5 % une nouvelle baisse pour 2014-2015.

Cette appréciation est quasiment inchangée par rapport aux prévisions formulées par les entreprises prestataires de services lors de la précédente enquête menée en 2010, où 56 % tablaient sur une amélioration pour la période 2012-2014.

Quant à l'évolution de leur niveau d'investissements, la majorité des entreprises allemandes du secteur des services (62 %) ne prévoient pas de changement à moyen terme. 24 % envisagent une hausse de leurs investissements dans les années à venir jusqu'en 2015, contre 10 % qui prévoient une baisse. Il s'agit là d'une vision nettement plus négative qu'il y a encore deux ans, où 49 % des entreprises prestataires de services tablaient sur une augmentation de leurs investissements sur la période 2012-2014.

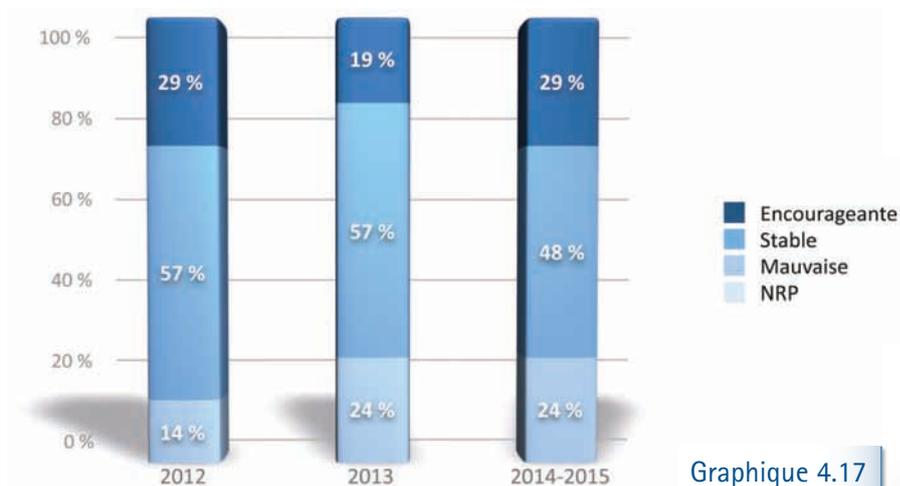
En matière d'évolution de leurs bénéfices avant impôts, le secteur des services affiche aussi une appréciation relativement positive : 38 % des entreprises prévoient une hausse de leur bénéfice pour l'année en cours, 52 % tablent sur un niveau de bénéfice inchangé, contre seulement 5 % qui anticipent une baisse.

Pour 2013, les prévisions sont encore plus optimistes puisque 48 % tablent sur une augmentation de leur bénéfice et 33 % sur un maintien au même niveau. Cette tendance se renforce encore pour la période 2014-2015, où 52 % des entreprises prévoient des bénéfices en hausse.

On avait déjà constaté la même tendance en 2010 dans le cadre de la précédente enquête.

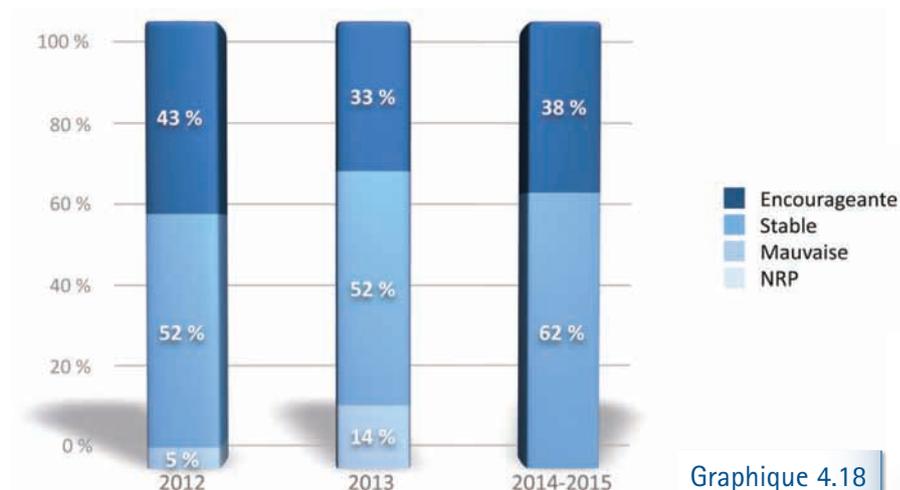
Activités de services

Prévisions d'évolution de la situation
dans le secteur des services en %



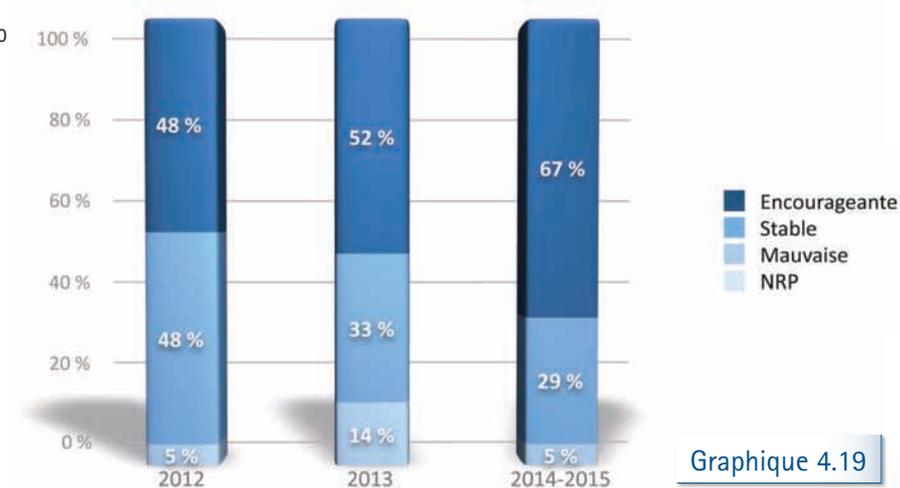
Graphique 4.17

Prévisions d'évolution de l'activité
des entreprises en %



Graphique 4.18

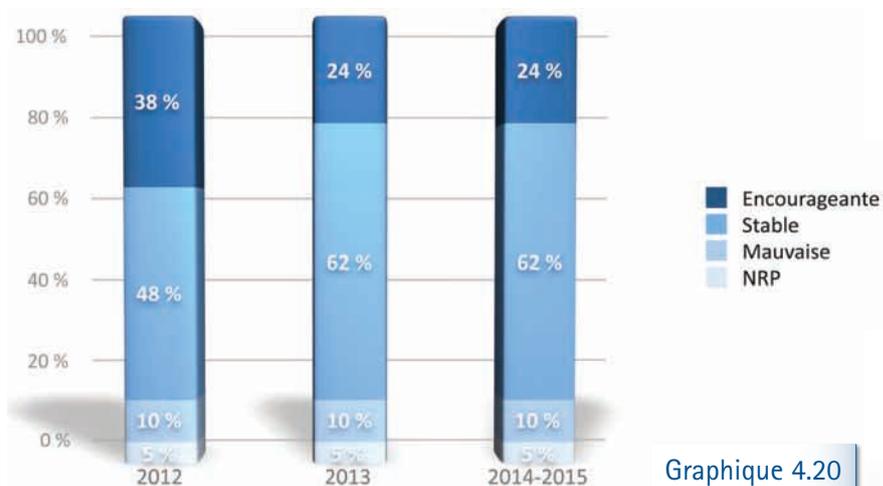
Prévisions d'évolution des effectifs en %



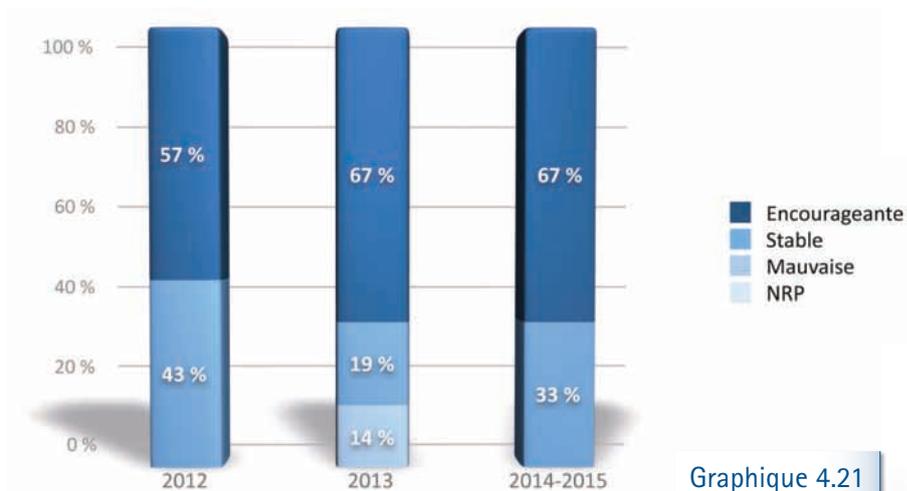
Graphique 4.19

Activités de services

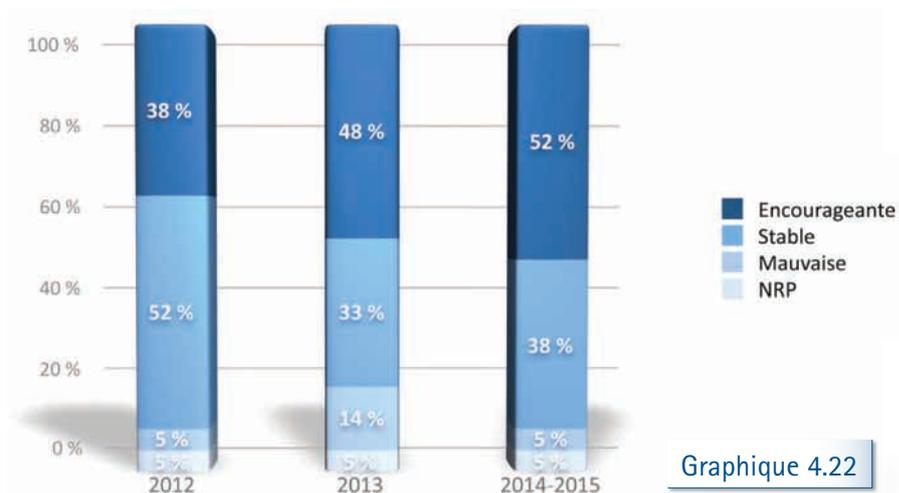
Prévisions d'évolution des investissements en %



Prévisions d'évolution du chiffre d'affaires en %



Prévisions d'évolution du bénéfice avant impôts en %



Attractivité internationale de la France comme lieu d'implantation

Après avoir été interrogées sur le thème « Ressources humaines et niveau de qualification » en 2008, puis « Relations entre filiales et maisons mères » en 2010, les entreprises ont été invitées cette année à donner leur appréciation sur l'attractivité internationale de la France comme lieu d'implantation.

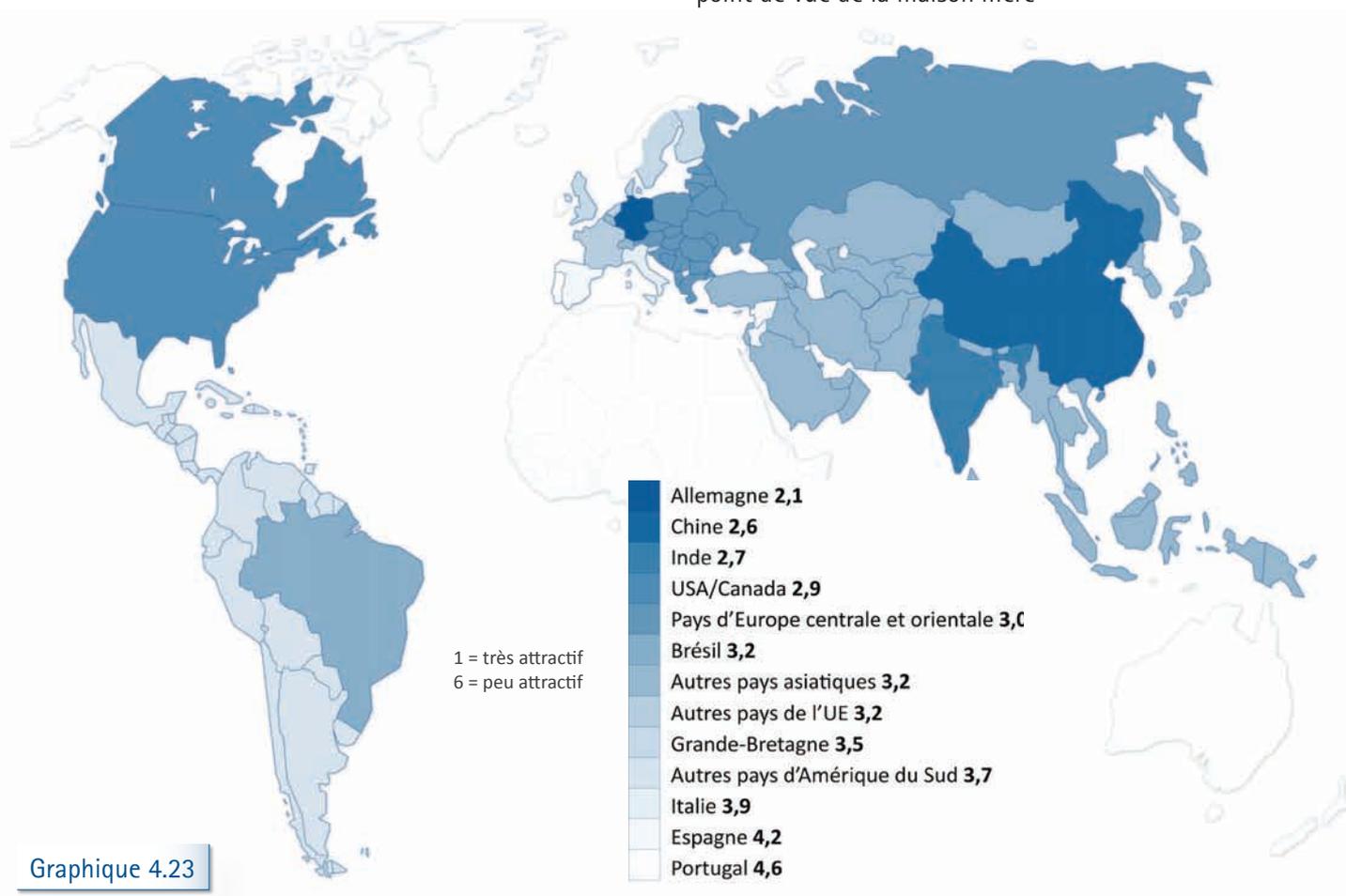
Ce thème est intéressant à double titre, car il s'inscrit d'une part dans le contexte de la crise de la dette actuelle des pays membres de la zone euro et d'un environnement économique européen et international incertain, et d'autre part dans le contexte du changement de gouvernement intervenu en France en mai 2012 et des modifications de l'environnement de l'activité économique au niveau national que celui-ci est susceptible d'entraîner.

Comparaison de la France avec d'autres pays

Lors de l'évaluation de l'attractivité des différents pays en termes d'investissement ou d'implantation commerciale par rapport à la France du point de vue de la maison mère, l'Allemagne est citée comme le pays le plus attractif, suivie de la Chine, de l'Inde et des Etats-Unis/Canada. Les pays jugés les moins attractifs sont aujourd'hui le Portugal, l'Espagne et l'Italie, c'est-à-dire des pays qui sont actuellement fortement touchés par la crise de la dette et qui offrent des débouchés moins attractifs.

Les maisons mères des entreprises interrogées à ce sujet sont, pour 66 % d'entre elles, des entreprises de production ou industrielles et, pour 29 %, des entreprises commerciales ou de services.

Attractivité des pays en comparaison avec la France
 Attractivité en termes d'investissement dans des sites de production ou d'implantation commerciale du point de vue de la maison mère



Graphique 4.23

Evaluation des mesures visant à accroître l'attractivité du pays auprès des investisseurs étrangers

Pour évaluer les mesures visant à accroître l'attractivité du pays, les entreprises participant à l'enquête ont été invitées à choisir les trois mesures les plus importantes à leurs yeux parmi une liste de 14 propositions. L'augmentation de la flexibilité du marché du travail est citée par 58 % des entreprises participantes comme la mesure la plus importante pour accroître l'attractivité de la France, suivie de près par la réduction de la fiscalité sur les entreprises, mentionnée par 56 %. Vient ensuite la simplification des règles et des

procédures liées à la législation du travail, citée par 47 %. La réduction de l'imposition sur les revenus du travail arrive en quatrième position, avec 37 %. Loin derrière sont également citées la simplification des règles fiscales (23 %), l'harmonisation du calcul de l'assiette fiscale entre les différents pays (19 %), l'amélioration de l'efficacité et de la compétence de l'administration publique et l'allègement des procédures administratives (15 %) et enfin l'amélioration de la formation professionnelle non universitaire (12 %).



Graphique 4.24

Design
personnalisé
Lumière
LED RVB
Bi-matières
Bi-couleurs



Intégration
aisée



Régénération
d'énergie



Gestion
de l'énergie



Dispositif
de positionnement
absolu

E.COR

Système de gestion
et de contrôle

synergy[®] BLUE

Quand le design rencontre la technologie

www.thyssenkrupp-ascenseurs.fr  **N° Vert 0 800 24 00 23**

APPEL COMMERCIAL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE

Entretien, modernisation et installations neuves
Ascenseurs / Escaliers Mécaniques / Fermetures

ThyssenKrupp Ascenseurs
9, quai de Dion Bouton
92816 Puteaux Cedex

et plus de 50 agences en France

ThyssenKrupp Ascenseurs



ThyssenKrupp

Relations d'affaires avec des pays tiers

Sur l'ensemble des entreprises allemandes implantées en France ayant répondu à l'enquête, un peu plus de la moitié (54 %) assument également la responsabilité pour des marchés autres que la France.

Parmi ces entreprises, 27 % gèrent des relations d'affaires également avec d'autres pays européens (7 % avec le Royaume-Uni et 15 % avec d'autres pays européens), une seule entreprise allemande implantée en France a déclaré assumer conjointement la responsabilité des relations d'affaires avec l'Espagne, une seule avec le Portugal et une seule avec l'Italie.

40 % des entreprises sont également responsables des relations d'affaires avec des pays extra-européens (14 % avec des pays nord-africains, 2 % avec des pays sud-américains et 24 % avec d'autres pays).

39 % considèrent le volume d'affaires sur les autres marchés comme important, et 21 % le considèrent même comme très important.





Penser européen,
c'est agir européen.

**EUROPÄISCH DENKEN
HEISST EUROPÄISCH HANDELN.**

Joseph Helfrich, Président Directeur Général de « Les Grands Chais de France », Petersbach – France

Un capital de 5 000 Francs pour démarrer – en 1979, Joseph Helfrich n'avait guère plus d'argent en poche pour se lancer ; mais il disposait d'une stratégie imbattable : axer son négoce de vin Les Grands Chais de France sur les échanges avec l'étranger. GCF est aujourd'hui le leader français des vins à l'exportation – grâce, entre autres, à un partenaire clairvoyant : « La SaarLB sait ce qui est nécessaire pour réussir dans le monde entier. Nous avons trouvé en elle un partenaire financier dont la pensée et l'action sont aussi transfrontalières que les nôtres. »

Résultats comparatifs: France – Italie – Portugal – Espagne

Panorama

Les Chambres de commerce allemandes en France, en Espagne, en Italie et au Portugal ont mené, au début de l'été 2012, la 3^e édition de leur enquête conjointe sur le thème « Climat des affaires et facteurs de réussite ». Les réponses données par plus de 400 participations et filiales d'entreprises allemandes implantées dans ces pays permettent de dresser un panorama intéressant de la situation économique actuelle de ces entreprises, de leurs perspectives d'évolution à court et moyen termes, de leur évaluation des critères d'implantation et des facteurs de réussite, de leur vision de la politique économique de leur pays et de leur degré de satisfaction quant aux résultats de leurs investissements.

Les différentes Chambres de commerce (qui peuvent être contactées via le site www.ahk.de) mettent à la disposition des personnes intéressées une interprétation détaillée de l'enquête. Les paragraphes qui suivent donnent un résumé des résultats.

Pour plus de détails, se reporter aux tableaux.

Situation de l'activité

Ce qui peut paraître étonnant à première vue, c'est que les entreprises allemandes implantées au Portugal ont une vision nettement plus positive de la situation de leur activité que les entreprises implantées en France, en Italie et en Espagne. A l'été 2012, 9 sur 10 estimaient que leur situation actuelle était positive (bonne ou satisfaisante). En France et en Espagne, l'écart avec le Portugal reste encore réduit (8 sur 10), mais il se creuse nettement en Italie (7 sur 10).

L'explication tient certainement au fait que l'activité de la majorité des entreprises allemandes implantées au Portugal est axée sur l'exportation, tandis que les entreprises allemandes établies en Italie, généralement sous forme d'une implantation commerciale chargée de la vente et de la distribution, sont plus tournées vers le marché intérieur.

Cette structure se reflète également dans celle des participants à l'enquête. Au Portugal, la part des entreprises du secteur industriel est nettement plus im-

portante que celle des entreprises industrielles allemandes implantées en Italie.

Il est également intéressant de noter que les entreprises considèrent la situation de leur activité comme étant nettement meilleure que la situation économique générale du pays. La différence est surtout frappante au Portugal et en Espagne, où respectivement 90 % et près de 80 % des entreprises estiment leur situation positive, tandis que la situation économique générale n'est jugée positive que par une infime partie des entreprises.

Prévisions

Les entreprises allemandes implantées en France sont plus prudentes sur l'évolution de leur situation par rapport aux entreprises allemandes implantées dans les autres pays ayant fait l'objet de cette étude. Du fait d'une situation plus stable et plus favorable au cours de ces dernières années, leurs prévisions dans le sens d'une amélioration ou d'une dégradation à l'horizon 2013 s'équilibrent. Dans les trois autres pays en revanche, les entreprises allemandes sont pratiquement sur la même ligne : environ 3 entreprises sur 10 tablent sur une amélioration pour l'année à venir, tandis que la moitié n'envisage pas de changement. Ces prévisions correspondent à celles de la France pour 2014-2015. Pour la même période, les entreprises allemandes implantées en Italie, au Portugal et en Espagne sont là encore nettement plus optimistes. En moyenne, les deux tiers des entreprises tablent ainsi sur une amélioration globale, tandis que moins d'une entreprise sur 10 prévoit à moyen terme une dégradation.

Résultats comparatifs: France – Italie – Portugal – Espagne

Comparaison de l'attractivité des pays

L'évaluation de plus de 20 critères d'implantation par les entreprises sondées issues des 4 pays a fourni naturellement un spectre considérable d'appréciations. Les détails seront commentés par les Chambres de commerce allemandes de ces pays dans les différentes représentations des résultats de l'enquête. Seuls sont résumés ici les résultats les plus importants (moyenne de l'importance et de la satisfaction).

○ France

« plutôt important – plutôt satisfait » : engagement des salariés, qualification des salariés, coûts énergétiques

« plutôt important – plutôt insatisfait » : coûts salariaux et charges annexes au salaire, législation du travail et syndicats, fiscalité, charges sur les entreprises

○ Italie

« plutôt important – plutôt satisfait » : présence de fournisseurs qualifiés, engagement des salariés, qualification des salariés

« plutôt important – plutôt insatisfait » : fiscalité, charges sur les entreprises, efficacité de l'administration publique, stabilité politique

○ Portugal

« plutôt important – plutôt satisfait » : engagement des salariés, productivité des salariés par rapport à l'Allemagne, coûts salariaux et charges annexes au salaire

« plutôt important – plutôt insatisfait » : fiscalité, charges sur les entreprises, législation du travail et syndicats, flexibilité du travail

○ Espagne

« plutôt important – plutôt satisfait » : engagement des salariés, qualification des salariés, qualité de l'enseignement supérieur

« plutôt important – plutôt insatisfait » : conditions de paiement, efficacité de l'administration publique, coûts salariaux et charges annexes au salaire

Fidélité au lieu d'implantation

A la question de savoir si la maison mère choisirait à nouveau d'investir dans les différents pays, les entreprises ont répondu de façon assez homogène : environ deux tiers ont répondu « oui » et le reste « non ». Il est à noter qu'en Italie, une part non négligeable des entreprises ne se considère pas en mesure de fournir une réponse.

Attractivité des autres pays

Lors de l'évaluation d'autres lieux d'implantation du point de vue des différentes maisons mères, les entreprises allemandes implantées en France, en Italie, au Portugal et en Espagne sont généralement unanimes. L'Allemagne arrive nettement en tête des alternatives, suivie par la Chine, l'Inde, le Brésil et d'autres pays de l'Union européenne. Les réponses se caractérisent par une faible dispersion. Le même phénomène se produit pour le classement en bas du tableau. On y trouve des pays d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient ainsi que l'Italie et le Portugal. Pour le Portugal, on constate un net écart entre la vision qu'ont les entreprises de la situation de leur propre activité et l'évaluation du pays comme lieu d'implantation des investisseurs allemands par les entreprises implantées en France, en Italie et en Espagne.

D'autres disparités méritent également d'être soulignées : les entreprises allemandes implantées au Portugal et en Espagne jugent peu prometteurs les investissements en France, manifestement en raison de la situation concurrentielle supposée. Les entreprises implantées en Espagne en font de même pour les investissements en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

Résultats comparatifs: France – Italie – Portugal – Espagne

Evaluation de la politique économique

Concernant la politique économique de leurs gouvernements respectifs, les appréciations des entreprises allemandes implantées en France, en Italie, au Portugal et en Espagne sont, comme prévu, très disparates. Les notes les plus mauvaises sont décernées par les entreprises implantées en France. L'enquête s'étant déroulée au 2^e trimestre 2012, et donc durant la période des élections présidentielles et législatives en France, l'évaluation (qui conclut que les deux tiers des entreprises estiment mauvaise la politique économique de leur gouvernement) ne peut être interprétée que comme visant le précédent gouvernement et n'est donc pas pleinement pertinente.

Les entreprises implantées au Portugal émettent un avis relativement plus positif : les deux tiers attribuent la note « bonne » ou « satisfaisante » à la politique économique de leur gouvernement. Elles sont plus de la moitié en Italie et près de la moitié en Espagne à attribuer les mêmes appréciations.

Appréciation générale de l'implantation

Interrogées sur leur satisfaction générale quant à leur implantation dans leurs pays respectifs, les entreprises allemandes implantées au Portugal émettent l'avis le plus positif : près de 9 entreprises sur 10 tirent un bilan globalement positif. A l'autre bout de l'échelle, elles ne sont que 6 sur 10 en Italie à s'exprimer positivement, près d'une sur cinq ne s'estimant pas en mesure de répondre à la question. Entre ces deux extrêmes se situent la France (7 avis positifs sur 10) et l'Espagne (un peu plus de 6 avis positifs sur 10).

Résultats comparatifs: France – Italie – Portugal – Espagne

1. Retour par branche (En nombre d'entreprises)

	France	Italie	Portugal	Espagne
Industrie	41	26	33	75
Commerce	46	42	6	50
Services	21	15	14	27
Total	108	83	53	152

2. Retour par branche (Résultats en pourcentage)

	France	Italie	Portugal	Espagne
Industrie	38,0	31,3	62,3	49,3
Commerce	42,6	50,6	11,3	32,9
Services	19,4	18,1	26,4	17,8
Total	100	100	100	100

3. Comment jugez-vous la situation économique actuelle en France ? (Résultats en pourcentage)

	France	Italie	Portugal	Espagne
Bonne	0,9	-	5,7	-
Satisfaisante	35,5	9,3	20,8	5,9
Mauvaise	57,3	68,0	62,3	46,1
Très mauvaise	5,5	8,2	11,3	47,4
NRP	0,9	14,4	-	0,7

4. Comment jugez-vous la situation actuelle de l'activité dans votre entreprise ? (en pourcentage)

	France	Italie	Portugal	Espagne
Bonne	20,9	16,5	30,2	15,8
Satisfaisante	57,3	54,6	60,4	62,5
Mauvaise	20,9	14,4	9,4	21,1
NRP	0,9	14,4	-	0,7

5. D'une manière générale, nous sommes satisfaits des résultats de notre engagement en France : (résultats en pourcentage)

	France	Italie	Portugal	Espagne
Oui	72,7	55,7	86,8	62,5
Non	24,5	29,9	13,2	37,5
NRP	2,7	14,4	-	-

Résultats comparatifs: France – Italie – Portugal – Espagne

6. En 2011, quelle a été l'évolution de votre bénéfice avant impôts en glissement annuel ? (Résultats en pourcentage)

	France	Italie	Portugal	Espagne
En hausse	40,9	20,6	35,8	40,8
Stable	21,8	33,0	15,1	25,7
En baisse	29,1	32,0	41,5	32,2
NRP	8,2	14,4	7,5	1,3

7. Quelles sont les perspectives d'évolution dans votre secteur d'activité ? (Résultats en poucentage)

En hausses

	2012	2013	2014-2015
France	20,0	29,1	35,5
Italie	15,5	36,1	64,9
Portugal	18,9	34,0	62,3
Espagne	9,9	33,6	74,3

Stables

	2012	2013	2014-2015
France	57,3	42,7	50,0
Italie	45,4	43,3	17,5
Portugal	45,3	50,9	32,1
Espagne	61,8	55,3	19,7

En baisses

	2012	2013	2014-2015
France	21,8	26,4	12,7
Italie	24,7	6,2	3,1
Portugal	35,8	15,1	5,7
Espagne	27,6	10,5	4,6

NRP

	2012	2013	2014-2015
France	0,9	1,8	1,8
Italie	14,4	14,4	14,4
Portugal	-	-	-
Espagne	0,7	0,7	1,3

Résultats comparatifs: France – Italie – Portugal – Espagne

8. Quelles sont les perspectives d'évolution de votre bénéfice avant impôts ? (Résultats en pourcentage)

En hausses

	2012	2013	2014-2015
France	21,8	27,3	33,6
Italie	11,3	30,9	50,5
Portugal	32,1	22,6	56,6
Espagne	17,1	30,9	59,2

stables

	2012	2013	2014-2015
France	43,6	43,6	41,8
Italie	39,2	43,3	32,0
Portugal	17,0	58,5	32,1
Espagne	46,7	53,9	33,6

En baisses

	2012	2013	2014-2015
France	28,2	21,8	16,4
Italie	35,1	11,3	3,1
Portugal	49,1	15,1	7,5
Espagne	35,5	14,5	6,6

NRP

	2012	2013	2014-2015
France	6,4	7,3	8,2
Italie	14,4	14,4	14,4
Portugal	1,9	3,8	3,8
Espagne	0,7	0,7	0,7

Résultats comparatifs: France – Italie – Portugal – Espagne

9. Quelles sont les perspectives d'évolution de vos effectifs ? (Résultats en pourcentage)

En hausses

	2012	2013	2014-2015
France	26,4	20,0	28,2
Italie	16,5	17,5	28,9
Portugal	17,0	15,1	37,7
Espagne	13,2	19,1	43,4

Stables

	2012	2013	2014-2015
France	49,1	56,4	52,7
Italie	53,6	53,6	55,7
Portugal	54,7	69,8	54,7
Espagne	57,9	63,2	48,7

En baisses

	2012	2013	2014-2015
France	21,8	20,9	16,4
Italie	15,5	14,4	1,0
Portugal	28,3	15,1	7,5
Espagne	27,6	17,1	7,2

NRP

	2012	2013	2014-2015
France	2,7	2,7	2,7
Italie	14,4	14,4	14,4
Portugal	-	-	-
Espagne	1,3	0,7	0,7

Résultats comparatifs: France – Italie – Portugal – Espagne

10. Quelles sont les perspectives d'évolution de vos dépenses d'investissement ? (Résultats en pourcentage)

En hausses

	2012	2013	2014-2015
France	20,0	19,1	16,4
Italie	15,5	20,6	33,0
Portugal	22,6	11,3	32,1
Espagne	13,8	21,7	46,1

Stables

	2012	2013	2014-2015
France	51,8	59,1	64,5
Italie	50,5	53,6	47,4
Portugal	45,3	54,7	49,1
Espagne	59,9	62,5	46,1

En baisses

	2012	2013	2014-2015
France	22,7	17,3	13,6
Italie	19,6	11,3	5,2
Portugal	32,1	34,0	18,9
Espagne	25,7	15,1	7,2

NRP

	2012	2013	2014-2015
France	5,5	4,5	5,5
Italie	14,4	14,4	14,4
Portugal	-	-	-
Espagne	0,7	0,7	0,7

Résultats comparatifs: France – Italie – Portugal – Espagne

11. Évaluez les critères d'implantation ci-dessous : (Résultats en pourcentage)

Fiscalité, charges sur les entreprises

	France	Italie	Portugal	Espagne
très important	40,0	47,4	32,1	14,5
important	38,2	33,0	45,3	55,3
moins important	6,4	4,1	7,5	17,1
NRP	15,5	15,5	15,1	13,2
Notes : 1 (très satisfaisant) - 6 (très insatisfaisant)	4,4	5,0	4,3	3,7

Stabilité politique

	France	Italie	Portugal	Espagne
très important	24,5	26,8	24,5	38,2
important	40,9	43,3	43,4	42,1
moins important	10,0	11,3	5,7	7,2
NRP	24,5	18,6	26,4	12,5
Notes : 1 (très satisfaisant) - 6 (très insatisfaisant)	2,9	4,7	2,9	3,7

Efficacité de l'administration publique

	France	Italie	Portugal	Espagne
très important	10,0	26,8	18,9	25,7
important	37,3	38,1	35,8	40,8
moins important	26,4	14,4	18,9	20,4
NRP	26,4	20,6	26,4	13,2
Notes : 1 (très satisfaisant) - 6 (très insatisfaisant)	3,6	4,7	4,7	4,7

Conditions pour la R&D (dispositifs fiscaux, subventions, coopération avec les organismes de recherche)

	France	Italie	Portugal	Espagne
très important	7,3	8,2	3,8	11,8
important	24,5	35,1	28,3	37,5
moins important	41,8	34,0	35,8	36,2
NRP	26,4	22,7	32,1	14,5
Notes : 1 (très satisfaisant) - 6 (très insatisfaisant)	2,8	4,0	3,2	3,7

Résultats comparatifs: France – Italie – Portugal – Espagne

Volonté d'autonomie

	France	Italie	Portugal	Espagne
très important	7,3	2,1	-	11,8
important	29,1	6,2	-	28,9
moins important	35,5	68,0	-	44,7
NRP	28,2	23,7	-	14,5
Notes : 1 (très satisfaisant) - 6 (très insatisfaisant)	2,9	3,4	-	4,6

Protection de la propriété intellectuelle

	France	Italie	Portugal	Espagne
très important	5,5	9,3	5,7	7,2
important	31,8	28,9	32,1	40,8
moins important	33,6	37,1	32,1	34,9
NRP	29,1	24,7	30,2	17,1
Notes : 1 (très satisfaisant) - 6 (très insatisfaisant)	2,2	3,1	2,1	3,3

Salaires et charges sociales

	France	Italie	Portugal	Espagne
très important	56,4	38,1	35,8	40,1
important	22,7	43,3	32,1	43,4
moins important	4,5	1,0	7,5	5,9
NRP	16,4	17,5	24,5	10,5
Notes : 1 (très satisfaisant) - 6 (très insatisfaisant)	4,5	4,1	2,6	3,7

Législation du travail et syndicats

	France	Italie	Portugal	Espagne
très important	7,3	8,2	3,8	11,8
important	24,5	35,1	28,3	37,5
moins important	41,8	34,0	35,8	36,2
NRP	26,4	22,7	32,1	14,5
Notes : 1 (très satisfaisant) - 6 (très insatisfaisant))	2,8	4,0	3,2	3,7

Résultats comparatifs: France – Italie – Portugal – Espagne

Aides aux entreprises

	France	Italie	Portugal	Espagne
très important	8,2	15,5	7,5	11,2
important	20,2	39,2	37,7	32,2
moins important	43,6	23,7	22,6	39,5
NRP	28,2	21,6	32,1	17,1
Notes : 1 (très satisfaisant) - 6 (très insatisfaisant)	3,2	4,0	3,7	3,6

Conditions de vie pour les cadres expatriés

	France	Italie	Portugal	Espagne
très important	2,7	1,0	5,7	3,3
important	24,5	21,6	20,8	36,2
moins important	44,5	52,6	41,5	44,7
NRP	28,2	24,7	32,1	15,8
Notes : 1 (très satisfaisant) - 6 (très insatisfaisant)	2,3	2,3	2,0	2,4

Infrastructures

	France	Italie	Portugal	Espagne
très important	12,7	17,5	13,2	21,7
important	48,2	50,5	50,9	54,6
moins important	13,6	10,3	9,4	9,2
NRP	25,5	21,6	26,4	14,5
Notes : 1 (très satisfaisant) - 6 (très insatisfaisant)	2,1	3,7	2,3	2,8

Transparence des appels d'offres publics

	France	Italie	Portugal	Espagne
très important	10,0	12,4	18,9	15,1
important	20,9	38,1	18,9	34,2
moins important	40,0	23,7	34,0	33,6
NRP	29,1	25,8	28,3	17,1
Notes : 1 (très satisfaisant) - 6 (très insatisfaisant)	2,7	4,2	4,6	3,8

Résultats comparatifs: France – Italie – Portugal – Espagne

Présence de fournisseurs qualifiés

	France	Italie	Portugal	Espagne
très important	10,0	17,5	18,9	25,0
important	36,4	50,5	39,6	38,2
moins important	25,5	11,3	11,3	22,4
NRP	28,2	20,6	30,2	14,5
Notes : 1 (très satisfaisant) - 6 (très insatisfaisant)	2,6	2,7	3,0	3,0

Conditions de paiement

	France	Italie	Portugal	Espagne
très important	18,2	48,5	22,6	49,3
important	39,1	29,9	41,5	35,5
moins important	17,3	2,1	11,3	3,3
NRP	25,5	19,6	24,5	11,8
Notes : 1 (très satisfaisant) - 6 (très insatisfaisant)	3,2	4,5	3,9	4,5

Coûts énergétiques

	France	Italie	Portugal	Espagne
très important	9,1	16,5	28,3	18,4
important	30,0	42,3	35,8	41,4
moins important	32,7	19,6	11,3	22,4
NRP	28,2	21,6	24,5	17,8
Notes : 1 (très satisfaisant) - 6 (très insatisfaisant)	2,5	4,3	4,7	3,9

Accès aux technologies

	France	Italie	Portugal	Espagne
très important	4,5	9,3	15,1	14,5
important	38,2	48,5	39,6	52,6
moins important	28,2	18,6	18,9	17,1
NRP	29,1	23,7	26,4	15,8
Notes : 1 (très satisfaisant) - 6 (très insatisfaisant)	2,7	3,0	2,5	2,9

Résultats comparatifs: France – Italie – Portugal – Espagne

Flexibilité du travail

	France	Italie	Portugal	Espagne
très important	28,2	18,6	24,5	37,5
important	39,1	51,5	39,6	39,5
moins important	7,3	8,2	7,5	9,9
NRP	25,5	21,6	28,3	13,2
Notes : 1 (très satisfaisant) - 6 (très insatisfaisant)	4,1	3,6	4,3	4,0

Présence de personnel qualifié sur le marché du travail

	France	Italie	Portugal	Espagne
très important	33,6	11,3	22,6	32,9
important	38,2	58,8	39,6	48,7
moins important	5,5	8,2	5,7	3,3
NRP	22,7	21,6	32,1	15,1
Notes : 1 (très satisfaisant) - 6 (très insatisfaisant)	3,2	3,0	2,5	3,1

Engagement des salariés

	France	Italie	Portugal	Espagne
très important	42,7	27,8	32,1	39,5
important	33,6	50,5	34,0	42,1
moins important	0,9	1,0	1,9	2,6
NRP	22,7	20,6	32,1	15,8
Notes : 1 (très satisfaisant) - 6 (très insatisfaisant)	3,0	2,9	2,3	2,7

Productivité des salariés par rapport à l'Allemagne

	France	Italie	Portugal	Espagne
très important	20,0	16,5	22,6	22,4
important	40,0	44,3	37,7	53,3
moins important	13,6	16,5	11,3	9,2
NRP	26,4	22,7	28,3	15,1
Notes : 1 (très satisfaisant) - 6 (très insatisfaisant)	3,0	2,8	2,6	3,3

Résultats comparatifs: France – Italie – Portugal – Espagne

Qualification des salariés

	France	Italie	Portugal	Espagne
très important	21,8	14,4	17,0	32,2
important	52,7	57,7	45,3	51,3
moins important	0,9	5,2	1,9	2,0
NRP	24,5	22,7	35,8	14,5
Notes : 1 (très satisfaisant) - 6 (très insatisfaisant)	2,7	2,7	2,4	3,0

Qualité de l'enseignement supérieur

	France	Italie	Portugal	Espagne
très important	10,9	8,2	9,4	24,3
important	42,7	55,7	47,2	50,7
moins important	18,2	13,4	9,4	7,9
NRP	28,2	22,7	34,0	17,1
Notes : 1 (très satisfaisant) - 6 (très insatisfaisant)	2,3	3,0	3,3	3,0

Qualité de la formation professionnelle

	France	Italie	Portugal	Espagne
très important	15,5	13,4	17,0	26,3
important	41,8	58,8	43,4	51,3
moins important	15,5	7,2	3,8	5,3
NRP	27,3	20,6	35,8	17,1
Notes : 1 (très satisfaisant) - 6 (très insatisfaisant)	2,9	3,3	3,9	4,1

Résultats comparatifs: France – Italie – Portugal – Espagne

12. Facteurs de réussite sur le marché français

Notes: 1 (très satisfaisant) – 6 (très insatisfaisant)

	France	Italie	Portugal	Espagne	Moyenne
Qualité des produits/services	4,7	4,9	4,6	4,8	4,8
Service aux clients	4,7	4,9	4,6	4,9	4,8
Respect des délais (offres et commandes)	4,4	4,6	4,5	4,6	4,5
Compétitivité des prix	4,7	4,8	4,7	4,8	4,8
Flexibilité et adaptation	4,3	4,7	4,4	4,5	4,5
Certificats de qualité	3,7	4,0	3,9	4,0	3,9
Innovations produits/services	4,2	4,7	4,2	2,2	3,8
Informations sur le marché	3,9	4,1	3,9	4,0	4,0
Proximité vis-à-vis des clients	4,5	4,7	4,0	4,4	4,4
Intégration aux réseaux professionnels du secteur	3,7	3,5	3,6	3,3	3,5
Compréhension de la mentalité des clients	4,6	4,8	4,3	4,7	4,6
Compréhension de la mentalité des salariés	4,5	4,7	4,1	4,4	4,4

13. A votre avis, quelles sont les mesures que devrait prendre le gouvernement pour accroître l'attractivité du pays auprès des investisseurs étrangers ? (ne cocher que les 3 domaines les plus importants. Résultats en pourcentage)

	France	Italie	Portugal	Espagne
Développement des organismes dédiés à la promotion de l'attractivité du pays auprès des investisseurs étrangers et des actions menées dans ce sens	3,6	14,4	24,5	12,5
Amélioration de la communication avec les investisseurs étrangers	2,7	4,1	11,3	11,2
Réduction de la pression fiscale sur les entreprises	56,4	57,7	56,6	30,9
Réduction de l'imposition sur les revenus du travail	37,3	44,3	17,0	17,1
Simplification des règles fiscales	22,7	40,2	28,3	14,5
Harmonisation du calcul de l'assiette fiscale entre les différents pays	19,1	12,4	11,3	8,6
Augmentation de la flexibilité du marché du travail	58,2	20,6	41,5	55,3
Simplification des règles et des procédures liées à la législation du travail	47,3	10,3	28,3	32,2
Amélioration du système scolaire et de l'enseignement supérieur	8,2	3,1	7,5	29,6
Aides à la R&D et à l'innovation	3,6	7,2	3,8	16,4
Soutien à la coopération Enseignement supérieur – Secteur privé	0,9	1,0	-	15,8
Amélioration de l'efficacité du système judiciaire	1,8	10,3	30,2	17,8
Amélioration de l'efficacité et de la compétence de l'administration publique et allègement des procédures administratives	14,5	30,9	18,9	38,8

Résultats comparatifs: France – Italie – Portugal – Espagne

14. Comment jugez-vous les mesures annoncées par le nouveau gouvernement au regard du contexte économique général ? (Résultats en pourcentage)

	France	Italie	Portugal	Espagne
Bon	1,8	21,6	18,9	7,2
Statisfaisant	20,0	33,0	47,2	42,1
Mauvais	63,6	19,6	24,5	36,8
NRP	12,7	11,3	9,4	13,8

15. Aujourd'hui, votre maison mère choisirait-elle à nouveau d'investir en France comme lieu d'implantation, si elle n'y avait pas encore investi ? (Résultats en pourcentage)

	France	Italie	Portugal	Espagne
Oui	65,5	69,1	69,8	62,5
Non	29,1	16,5	30,2	37,5

16. Pouvez-vous évaluer l'attractivité des pays ci-dessous en termes de nouveaux investissements ou d'expansion de votre implantation commerciale par rapport à la France du point de vue de votre maison mère ?

(uniquement les investissements dans des sites de production, pas les représentations commerciales)

(1 = très attractif . . . 6 = peu attractif)

	France	Italie	Portugal	Espagne
Allemagne	2,1	2,4	2,5	2,4
France	-	3,2	3,8	3,5
Italie	3,9	-	3,6	3,8
Portugal	4,6	4,2	-	4,3
Espagne	4,2	3,5	3,5	-
Grande-Bretagne	3,5	3,6	3,7	3,6
Autres pays de l'UE	3,2	3,3	2,9	3,5
Autres pays méditerranéens	-	3,7	3,4	3,9
Pays d'Europe centrale et orientale	3,0	3,4	3,2	3,4
Brésil	3,2	3,5	3,1	2,8
Chine	2,6	3,2	2,8	2,7
Etats-Unis/Canada	2,9	3,3	3,4	3,0
Inde	2,7	3,5	3,2	2,9
Autres pays asiatiques	3,2	3,6	3,2	3,2
Autres pays sudaméricains	3,7	4,0	3,5	3,3

Résultats comparatifs: France – Italie – Portugal – Espagne

17. Au sein de notre groupe, nous sommes responsables d'autres marchés que la France.
 (Résultats en pourcentage)

	France	Italie	Portugal	Espagne
Oui	53,6	22,7	37,7	57,2
Non	43,6	62,9	62,3	42,1
NRP	2,7	14,4	-	0,7

18. Nous considérons que le volume de nos activités sur d'autres marchés est : (Résultats en pourcentage)

	France	Italie	Portugal	Espagne
Tres important	20,9	20,6	60,4	23,7
Important	39,1	20,6	13,2	36,2
Moins important	15,5	18,6	11,3	23,7
Sans importance	10	25,8	15,1	15,1
NRP	14,5	14,4	-	1,3

Informations sur le taux de participation et structure

La Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie estime à plus de 3 000 le nombre d'entreprises allemandes implantées en France. Par entreprise allemande implantée en France, on entend une société juridiquement autonome opérant sur le territoire français, dont le capital social est détenu majoritairement par une entité allemande. Sur un total de 2 000 entreprises invitées à participer à cette étude, 110 ont répondu. Ce chiffre correspond à un taux de retour d'environ 5,5 %. Par rapport aux retours enregistrés lors des précédentes enquêtes (13 %), ce taux a diminué de plus de moitié.

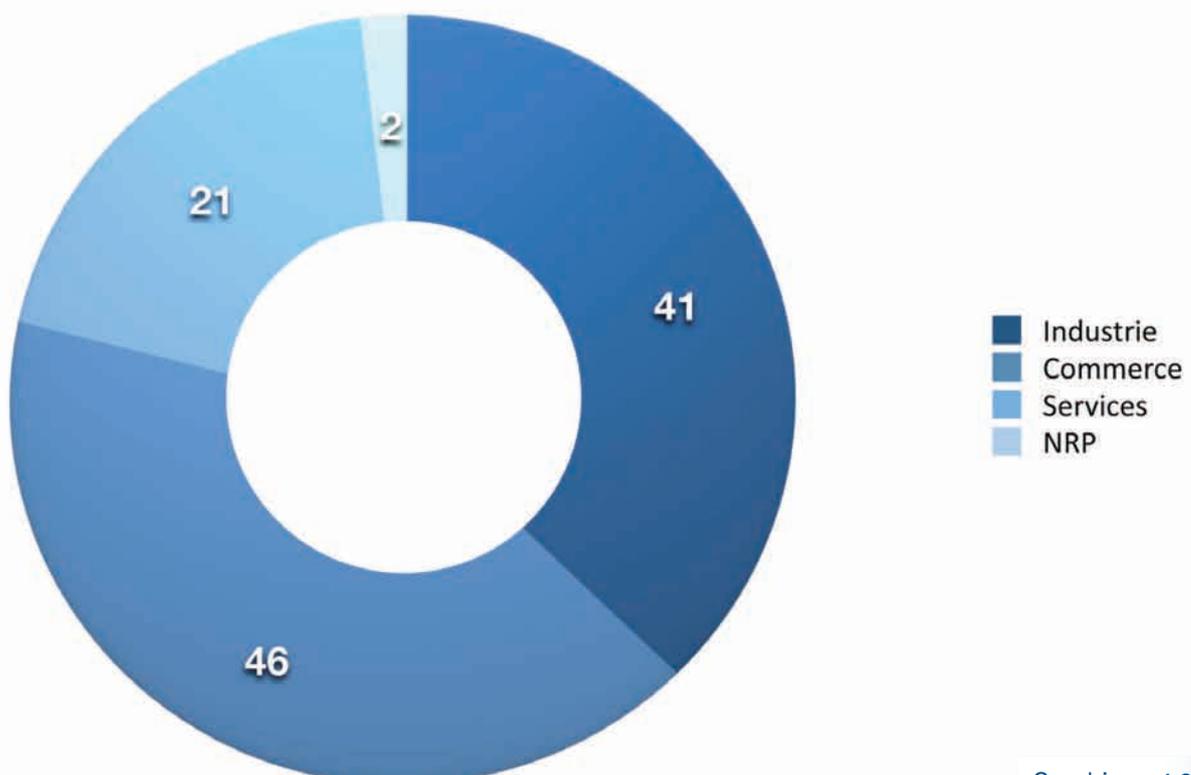
Nous estimons que la situation économique et politique incertaine qui a prévalu avant et pendant tout l'été au niveau national, européen et mondial n'a pas permis à de nombreuses entreprises allemandes de prendre explicitement position. Ce taux de retour permet toutefois, de notre point de vue, de dresser un état des lieux pour l'ensemble des secteurs

(secteur industriel, secteur commercial et secteur des services). Les échanges et contacts quotidiens que nous entretenons avec de nombreuses autres entreprises viennent en outre confirmer les tendances esquissées par l'enquête. Les mesures annoncées jusqu'ici par le gouvernement ont plutôt contribué à ternir davantage le climat général, notamment auprès des entreprises allemandes, et à assombrir leurs prévisions.

68 % des entreprises ayant participé à l'enquête comptent un effectif inférieur ou égal à 250 salariés, et 32 % ont un effectif de plus de 250 salariés.

Il reste à noter que 71 % des entreprises interrogées sont implantées en France depuis plus de 10 ans, et seulement 9 % depuis au moins 4 ans. 5 % ne sont implantées en France que depuis 3 ans ou moins, et 15 % n'a fourni aucune indication à ce sujet.

Répartition des entreprises par secteur



Graphique 4.26

**AHK**

Deutsch-Französische
Industrie- und Handelskammer
Chambre Franco-Allemande
de Commerce et d'Industrie



Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie Deutsch-Französische Industrie- und Handelskammer

Votre partenaire sur le marché franco-allemand !

Plate-forme pour de nouvelles opportunités d'affaires
Soutien pour le développement du marché bilatéral

Nous vous proposons :

- Recherche de partenaires commerciaux
- Conférences et soirées-débats
- Restitution de la TVA
- Assistance juridique et fiscale
- Arbitrage
- Séminaires et programmes de formation
- Bourse d'emploi
- Conseil en environnement
- Informations économiques et publications
- ... et beaucoup plus !

Ihr Partner auf dem deutsch-französischen Markt !

Plattform für neue Geschäftsmöglichkeiten
Unterstützung auf dem deutschen und französischen Markt

Wir bieten Ihnen :

- Suche nach Geschäftspartnern
- Geschäfts- und Vertriebspräsenz
- Mehrwertsteuerrückerstattung
- Rechts – und Steuerinformationen
- Schiedsgerichtsbarkeit
- Aus- und Weiterbildungsprogramme
- Stellenbörse
- Umweltberatung
- Brancheninformationen & Publikationen
- ... und noch viel mehr!